PASCAL
BONIFACE

50 IDÉES REÇUES SUR L'ÉTAT DU MONDE

ÉDITION 2021

MONDIALISATION, GUERRES ET CONFLITS, DUEL CHINE/ÉTATS-UNIS, COVID-19… QUI DIRIGE LE MONDE ?

ARMAND COLIN

PASCAL
BONIFACE

50 IDÉES REÇUES SUR L'ÉTAT DU MONDE

ÉDITION 2021

MONDIALISATION, GUERRES ET CONFLITS,
DUEL CHINE/ÉTATS-UNIS, COVID-19...
QUI DIRIGE LE MONDE ?

ARMAND COLIN

Couverture : Élisabeth Hébert
Maquette intérieure : Cynthia Savage, savagedesign.fr
Composition : Nord Compo

Armand Colin est une marque de
Dunod Éditeur, 11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff

www.armand-colin.fr

ISBN : 978-2-200-63129-1

Parmi les récentes publications de l'auteur, chez le même éditeur :

L'Année stratégique 2021. Analyse des enjeux internationaux, Armand Colin, 2020.

Atlas géopolitique du monde global. 100 cartes pour comprendre un monde chaotique, Armand Colin, 4e édition, 2020.

Atlas des relations internationales. 100 cartes pour comprendre le monde de 1945 à nos jours, Armand Colin, 2e édition, 2020.

L'Art de la guerre. De Sun Tzu à Xi Jinping, Ekho, 2019.

Atlas des crises et des conflits, Armand Colin, 4e édition, 2019.

Merci à Victor Pelpel de m’avoir assisté à l’IRIS pour cette 11e édition.

Introduction

Nous sommes confrontés à un monde complexe qui semble de plus en plus difficile à décrypter et de jour en jour plus dangereux. Dès lors, renoncer à le comprendre peut être tentant, abandonnant ces questions à quelques professionnels hautement spécialisés. Ces derniers se feront un plaisir de définir un champ clos interdit aux non-initiés afin de préserver leur situation de monopole. La seconde tentation, tout aussi regrettable, est la simplification extrême. La grille de lecture est réduite à deux paramètres opposés (bien/mal, amis/ennemis, nous/les autres) censés servir de moyens de compréhension universelle. Le monde se résume à deux composantes, et il est aisé d'en choisir une. Il est nécessaire de réaliser que, y compris dans un monde globalisé, les points de vue peuvent être différents. Pourtant, parler simplement des affaires mondiales ne signifie pas nécessairement de les simplifier de manière excessive, pas plus que le jargon des spécialistes n'est gage d'intelligence des situations.

Les questions internationales n'échappent pas aux idées reçues. Penser qu'elles n'encombrent que l'esprit du grand public, par exemple, en serait une de taille. Elles circulent également chez les professionnels de la géopolitique, qu'ils soient responsables politiques, diplomates, officiers, experts, enseignants, chercheurs ou journalistes. Si parfois certains les font circuler à dessein parce qu'ils estiment qu'elles correspondent à leurs convictions ou leurs intérêts, elles sont la plupart du temps propagées de bonne foi. On répète ce qu'on a entendu maintes fois et on finit par y croire. Elles deviennent des évidences dont on ne discute plus le fondement, de peur d'apparaître comme peu au fait des réalités à défendre un point de vue qui tranche avec la majorité. Ces idées reçues sont d'autant plus fortement enracinées que ceux qui les véhiculent le font souvent en toute sincérité et sont honnêtement convaincus de ce qu'ils avancent. On les trouve un peu partout, et pas seulement sur Internet : journaux, magazines, livres – y compris parmi les ouvrages érudits – et débats politiques en fourmillent. Ainsi, il faut éviter un raisonnement binaire qui ferait des réseaux sociaux le cœur du complotisme et des médias *mainstream* une source indubitable de

vérité. Il y a des erreurs et même parfois des manipulations grossières dans les médias dits « mainstream » qui sont souvent contredites sur les réseaux sociaux. Très souvent, elles ont l'apparence du vraisemblable : elles ne sont pas complètement fantasmatiques, mais semblent relever du bon sens. À force de les voir circuler, elles se parent de la vertu de l'évidence. Généralement, elles sont issues d'une réalité à partir de laquelle se développe un contresens.

J'ai choisi de traiter cinquante idées reçues parmi les plus répandues sur les affaires mondiales. Après avoir énoncé l'évidence et les raisons de celles-ci (indiquées en italique dans une bulle), je me suis efforcé de montrer l'envers du décor, la réalité qui se cache derrière l'apparence.

Le livre a rencontré son public, ce qui montre que la volonté de s'informer, et donc de dépasser les idées reçues, existe. C'est pour cela que nous publions une 11e édition actualisée. Certaines idées reçues contenues dans les éditions précédentes ont disparu. C'est bon signe, cela prouve que la pédagogie fonctionne, que le public s'informe et fait preuve de sens critique. D'autres, nouvelles, sont apparues. D'où la nécessité de poursuivre le travail.



C'est vrai, je l'ai lu dans un livre

Le livre est le symbole du savoir et de sa transmission aux yeux du public. Celui qui en écrit se distingue du simple lecteur. Le livre représente le fruit d'un travail de longue haleine, mélange de réflexions et de connaissances approfondies.

À l'heure d'Internet et de la télévision, il conserve un statut et un prestige particuliers par ce qu'il suppose de références, de vérifications et de crédibilité scientifique.

Croire que ce qui est dans un livre ne peut qu'être la vérité est une erreur que font souvent les étudiants ! Combien de fois ai-je entendu cette phrase venir ponctuer, voire renforcer leurs démonstrations ? Simplement, les livres ne sont pas tous des textes neutres se contentant de retracer les faits et de les resituer dans leur contexte.

L'exemple des manuels d'histoire est intéressant : ils reflètent très fortement l'idéologie nationale au moment de leur rédaction. Il suffit de consulter en parallèle d'anciens livres d'histoire français et allemands – sur la Première Guerre mondiale, par exemple – pour constater que les mêmes faits ne donnent pas lieu à la même description, et encore moins à la même interprétation. Certes, ces deux pays se sont considérablement rapprochés, au point qu'il existe désormais un manuel d'histoire commun dont l'objectif est de « poser les bases d'une conscience historique commune chez les élèves allemands et français ». Mais le simple fait que ces deux pays puissent s'entendre sur leur histoire commune atteste de leur rapprochement idéologique actuel, et le fait que cette publication conjointe soit présentée comme une exception montre la difficulté de

l’exercice. À quand, par exemple, un manuel d’histoire commun à la France et à l’Algérie ?

En dehors des manuels, il existe bien entendu une multitude d’essais dans lesquels l’auteur défend une thèse, prend position, parfois de façon ouverte, mais parfois également de façon masquée dans le but d’influencer subrepticement le public en faveur de ses idées, soit parce qu’il y croit sincèrement, soit parce qu’il a un intérêt à le faire croire. Les sujets d’apparence plus neutre (économie, biologie, par exemple) peuvent abriter des thèses parfaitement engagées. Avant d’ouvrir un livre, il est recommandé de savoir qui écrit (universitaire, journaliste, personnalité engagée), d’où il écrit (pays, institution, époque) et pourquoi (suite à quel événement ou en prévision de quelles échéances), afin d’en déduire à travers quelles « lunettes » l’auteur observe la réalité et la retranscrit pour son lecteur. Celui-ci est en droit d’exiger de l’auteur qu’il lui fournisse des éléments fiables et vérifiés (dates, chiffres, noms, etc.). L’analyse ne sera, quant à elle, jamais parfaitement neutre, quel que soit l’effort d’objectivité de l’auteur.

Ainsi, tout ce qui est écrit dans les livres, y compris d’ailleurs dans celui-ci, est contestable. Un lecteur averti en vaut deux !



Les experts aident à comprendre les événements

Les experts ont acquis au fil du temps une solide connaissance du domaine sur lequel ils s'expriment. Contrairement aux journalistes, souvent généralistes, ils se sont spécialisés sur un sujet bien défini. Ils représentent un savoir particulier et leur avis est scientifique. Leur statut est une garantie de sérieux et d'objectivité pour le public.

L'objectivité et la neutralité peuvent-elles exister sur des sujets aussi sensibles et aussi importants que les relations internationales ? Certainement pas !

Un expert peut avoir développé une connaissance approfondie du sujet sans pour autant être un gage d'objectivité. L'expertise ne présuppose pas la neutralité. L'expert peut être soumis à des influences, selon son parcours personnel, ses origines, les milieux qu'il fréquente, etc. Tout au plus peut-on attendre d'un expert un point de vue intellectuellement honnête, et qu'il exprime sa pensée en fonction d'un raisonnement, fût-il personnel. Sa scientificité est censée limiter au maximum – mais non pas empêcher – toute subjectivité.

La question devient plus délicate lorsque des experts s'inventent des titres universitaires inexistants, des fonctions fantaisistes (ou se revendiquent de structures au titre ronflant, qui ne sont en fait que des coquilles vides), à la seule fin d'impressionner le public et de l'induire en erreur. Nous sommes là en présence de cas de manipulation de l'information : l'expert en question va développer un point de vue faussement objectif et scientifique, alors qu'il parle au nom d'intérêts privés ou étatiques, auxquels il adhère par conviction ou tout simplement parce qu'ils constituent pour lui une source de revenus. Le fait, entre

mille exemples, que des « experts » aient pu affirmer avant le déclenchement de la guerre en Irak que le pays disposait d'armes de destruction massive – ce qui était faux mais qui était censé justifier la guerre aux yeux de l'opinion – montre que certains ont pour fonction de manipuler l'opinion plutôt que de l'éclairer. Il faut faire attention aux « intellectuels faussaires » qui essaient, non pas d'éclairer l'opinion, mais de la tromper, pervertissant le débat démocratique.

Et que penser, par exemple, de ces « experts » qui se précipitent sur les plateaux télévisés afin de commenter un attentat terroriste, alors qu'ils ne disposent d'aucun des éléments de l'enquête ? Si, heureusement pour eux, « les paroles s'envolent », ils contribuent à décrédibiliser l'information et les médias et, de façon indirecte, à nourrir les théories du complot.

Faussaires et complotistes représentent les deux faces d'une même pièce. Le développement des canaux d'information suscite celui du recours aux experts aux qualités et intégrités inégales. Seul le recul permet d'analyser leur cohérence. Très souvent, les déclarations à l'emporte pièce sont privilégiées sur les raisonnements argumentés.



La mondialisation



Le Covid-19 a totalement changé le monde

La crise du Covid-19 aura-t-elle constitué un virage stratégique majeur qui nous fait rentrer dans un monde radicalement différent de celui qui existait encore fin 2019. Le monde entier a été saisi de stupeur d'être stoppé brutalement, lui qui était toujours en mouvement. Les avions ont été cloués au sol. Les frontières se sont redressées de façon hermétique. L'illusion d'un avenir toujours meilleur et d'un monde toujours plus prospère a brutalement pris fin.

En réalité, au-delà du choc sanitaire et psychologique, aucune tendance géopolitique structurelle nouvelle n'a surgi du néant. Mais nombre d'entre elles ont été intensifiées au point, pour certaines, de devenir irréversibles et pour les plus discrètes d'éclater au grand jour.

On a tout d'abord assisté à une crise du multilatéralisme : jamais l'écart entre la réalité de la globalisation – une crise qui atteint le monde entier en moins de quatre mois – et les limites de la gestion collective du monde n'a été aussi apparent. Trop d'acteurs ont davantage cherché à trouver des responsables extérieurs que des remèdes aux souffrances de leurs populations. Or, dans un monde globalisé, le multilatéralisme n'est pas une option, c'est une obligation.

Avant la crise du Covid-19, certains évoquaient la fin des frontières du fait de la mondialisation. En réalité, elles étaient loin d'avoir disparu. La grande majorité des conflits actuels sont en fait des conflits territoriaux. Mais si la crise du Covid-19 est venue fermer les frontières, celles-ci devraient se rouvrir progressivement.

La rivalité sino-américaine existait déjà avant la crise, mais elle est devenue

un antagonisme irréductible. Elle sera le fait géopolitique structurel le plus important des années qui viennent. Donald Trump a vu le Covid-19 ruiner ses espoirs de réélection dans un fauteuil, il a trouvé un bouc émissaire : la Chine. L'économie chinoise représentait 10 % du PIB américain en 2001 lorsqu'elle a adhéré à l'OMC. Elle en représente 65 % désormais. L'URSS, du temps de la guerre froide, n'a jamais dépassé 40 % du PIB américain.

L'élection de Joe Biden le 3 novembre ne change pas les choses sur ce point. En effet, le seul point de la politique extérieure de Donald Trump qui soit approuvé par les démocrates est bien la volonté de contrer l'ascension chinoise. Depuis 1945, les États-Unis ont toujours été la première puissance mondiale.

Dès lors, l'idée d'être dépassés, de surcroît par une nation communiste et asiatique, leur est insupportable et constitue une source de profonde angoisse. Or la Chine ne va pas renoncer à sa croissance. Même si elle est née chez elle, la crise liée à la pandémie de Covid-19 va moins la toucher économiquement que les États-Unis. On estime même que le rattrapage, initialement prévu pour 2040, devrait avoir lieu à l'horizon 2030.

La crise du Covid-19 a peut-être créé un moment européen. L'Europe a brisé des tabous auxquels elle n'avait pas su renoncer lors de la crise de 2008, à savoir la mutualisation de la dette. Un couple franco-allemand revigoré, une Allemagne qui a compris que son intérêt passait aussi par la bonne santé de ses voisins, une Commission qui affirme sa vocation géopolitique : les choses bougent, même si cela reste à confirmer.

En considérant les immenses défis posés par des États-Unis, qui ont du mal à avoir une diplomatie multilatérale – avec ou sans Donald Trump – et la montée en puissance de la Chine, qui ne s'accompagne pas toujours du respect des intérêts des autres nations, l'Europe a un rôle à jouer.



Il n’y a plus de frontières

La globalisation est venue supprimer les frontières, incapables de s’opposer aux flux et aux réseaux. Les enjeux territoriaux sont devenus mineurs. Le temps et les distances ont été spectaculairement réduits. Le contact entre personnes éloignées de milliers de kilomètres peut être immédiat. Des flux financiers énormes traversent la planète sans être arrêtés.

La globalisation est souvent présentée comme ayant mis fin aux logiques territoriales et ayant permis l’effacement des frontières. Bien sûr, les distances ont été raccourcies par le développement des communications, et réaliser le tour du monde en quatre-vingts jours n’est plus un exploit comme à l’époque de Jules Verne. Plus aucun État ne peut vivre en autarcie – même la Corée du Nord entretient des relations avec d’autres pays. Pourtant, il est difficile de parler de fin des frontières.

Si se déplacer du Nord au Sud de la planète (de façon individuelle pour des raisons professionnelles ou de façon massive pour des raisons touristiques) est chose de plus en plus simple et abordable financièrement, migrer pour des raisons économiques du Sud au Nord devient de plus en plus malaisé. Face aux facilités de transport, les États opposent des politiques restrictives de visas qui n’existaient pas au XIXe siècle. Lorsque ce n’est pas suffisant pour décourager les migrants, la tentation est grande pour les États de construire des murs, comme le font les États-Unis à la frontière mexicaine ou l’Espagne pour protéger ses enclaves de Ceuta et Melilla, passages du Maroc à l’Union européenne (UE).

La délimitation des territoires reste encore aujourd’hui la raison principale de la plupart des conflits.

La guerre du Golfe de 1990 à 1991 a, quant à elle, été causée par l'annexion du Koweït par l'Irak, et celle de 2003 par la volonté américaine de remodeler la carte du Proche-Orient. De nombreux conflits territoriaux non résolus sont la source de tensions interétatiques (entre l'Inde et le Pakistan, la Chine et le Japon ou les deux Corées, par exemple). Le conflit israélo-palestinien n'est pas religieux (les Israéliens ne veulent pas convertir les Palestiniens au judaïsme, et ceux-ci ne veulent pas convertir les Israéliens à l'islam ou au christianisme) mais porte bien sur le partage (ou non) des territoires, y compris la ville de Jérusalem. Quant à la menace terroriste actuelle, elle est certes délocalisée, mais les cibles éventuelles sont situées sur le territoire d'États, et c'est à ces États que revient la responsabilité d'organiser leur défense. L'État islamique s'était d'ailleurs doté d'une large assise territoriale, qu'une coalition internationale a reconquise.

Ainsi, frontières, territoires et États sont toujours aussi pertinents pour comprendre les relations internationales au XXIe siècle.

La crise du Covid-19 a rappelé de façon spectaculaire que les frontières étaient toujours réelles, puisque 150 pays ont fermé les leurs. Elles devraient cependant être réouvertes progressivement.



L'État n'a plus de pertinence au niveau international

Trop petit pour les grandes choses et trop grand pour les petites, l'État-nation a perdu son utilité et son rôle central à l'heure de la globalisation. Il est concurrencé sur la scène internationale par les multinationales, les organisations internationales, les ONG (organisations non gouvernementales) et de multiples nouveaux acteurs plus mobiles et plus souples.

Il est incontestable que l'État n'est plus le seul acteur sur le plan international. Désormais, on ne peut plus résumer les relations internationales à des relations « interétatiques », ainsi que le faisait, auparavant, la théorie classique. D'ailleurs, ce monopole n'a jamais réellement existé. Des entités à vocation spirituelle ou économique – de la compagnie des Indes à celle de Jésus, en passant par les Templiers – ont exercé un réel pouvoir sur les affaires du monde à leur époque. Les acteurs non étatiques ont d'ailleurs survécu à l'établissement de l'ordre de Westphalie en 1648 (consacrant le principe de souveraineté et le rôle central de l'État).

L'État a toujours eu des concurrents sur la scène internationale, mais la globalisation fait que ces derniers sont aujourd'hui plus nombreux, plus diversifiés, plus actifs et plus visibles. C'est l'objectif même des ONG à vocation mondiale de s'affranchir de la souveraineté des États. Les firmes multinationales peuvent établir un rapport de force qui leur est favorable, y compris avec des États relativement développés et plus encore avec les pays pauvres. Les autres acteurs ont pour eux la souplesse, une plus grande réactivité et un moindre souci des procédures (l'utilisation d'Internet avait permis aux

antimondialistes de contester les décisions des responsables étatiques).

Il n'en reste pas moins que s'il n'en a plus le monopole, l'État demeure l'acteur central des relations internationales. C'est vers lui que l'ensemble des autres acteurs, des ONG aux firmes multinationales, dirige leurs activités. Quelle que soit la puissance d'une firme multinationale (et des lobbies qui peuvent faire pression sur les États pour faire valoir leurs intérêts), c'est bien l'État qui, *in fine*, fixe les règles d'investissements et le droit du travail, pour ne pas parler de la construction des infrastructures. Les ONG peuvent plaider pour l'établissement de règles (interdiction des mines antipersonnel, lutte contre le réchauffement climatique, durée des brevets sur les médicaments, etc.), ce sont bien en dernière instance que les États décident de les créer en ratifiant ou non les traités.

La scène internationale est de plus en plus peuplée et il devient difficile de s'y faire une place. Par ailleurs, certains États n'ont pas toujours les moyens de leur souveraineté, concurrencés par des milices armées intérieures. Les gigantesques entreprises du digital (GAFAM) s'octroient parfois des fonctions régaliennes. Le nombre d'États s'est notamment multiplié, passant d'une cinquantaine en 1945 à près de deux cents aujourd'hui, entraînant ainsi une dilution de leur statut. Néanmoins, l'État demeure l'acteur central et incontournable des relations internationales.



Il existe une communauté internationale

La communauté internationale est l'équivalent, à l'échelle planétaire, de la communauté nationale au niveau interne. Elle tente de gérer au mieux les affaires mondiales au nom de l'intérêt collectif. On l'évoque dès qu'un problème majeure se pose. Tous les peuples partagent la même Terre et forment donc une communauté.

La mondialisation a rétréci le monde. En effet, nous avons une meilleure connaissance des cultures lointaines grâce au développement des transports et des nouvelles technologies de la communication et de l'information ; cultures et peuples se mélangent du fait des migrations internationales. Pour autant, cette expression de « communauté internationale » est largement dévoyée. Même en faisant abstraction des acteurs non étatiques dont pourtant l'action a un impact incontestable sur les relations internationales, et en se limitant aux seuls États, il paraît évident que parmi les membres de cette supposée communauté, tous n'ont pas les mêmes intérêts.

Certes, le monde n'est plus bipolaire comme à l'époque de la guerre froide, mais on chercherait en vain une appréciation commune et collective des grands enjeux. Il n'y a pas de gouvernance mondiale grâce à laquelle l'intérêt collectif serait arbitré par des décisions non contestées ; on en reste à la somme des intérêts individuels et contradictoires des États avec, de surcroît, des choix à court terme (permettant, en plus, aux dirigeants de conserver le pouvoir), et non pas une réflexion sur le long terme.

La communauté occidentale a tendance à se penser en communauté internationale. Mais les Occidentaux ont perdu le monopole de la puissance et ne

peuvent plus prétendre parler « au nom » du monde. Sporadiquement, la « communauté internationale » se manifeste à l'occasion d'une catastrophe à l'échelle mondiale, qu'il s'agisse du réchauffement climatique, de catastrophes naturelles ou nucléaires, ou de l'extension de grandes pandémies. Or, le problème est que si les frontières ne peuvent plus arrêter les catastrophes, elles sont encore suffisamment fortes pour interdire des décisions collectives. La question du réchauffement climatique est symptomatique à cet égard : la menace est grave et immédiate ; elle concerne tous les pays ; il faut agir à la fois dans l'urgence et sur le long terme ; chacun peut agir, même à son petit niveau. Pourtant, pendant très longtemps, les différents pays n'ont pas été capables de prendre des décisions collectives contraignantes et efficaces pour lutter contre cette menace. De ce point de vue, l'accord de Paris sur le climat, signé en décembre 2015 lors de la COP21, est vraiment exceptionnel, dans tous les sens du terme. Il a cependant été dénoncé par les États-Unis.

Lors de la crise du Covid-19, de nombreux dirigeants ont plus cherché à désigner un coupable – extérieur – qu'à travailler en commun pour y remédier. Lorsque les médias utilisent le terme de communauté internationale, c'est le plus souvent pour évoquer l'absence de décision ou de résultats positifs. S'il existe une communauté internationale, son caractère le plus visible reste l'impuissance.



L’ONU ne sert à rien

L’Organisation des Nations unies (ONU) est impuissante à arrêter les guerres. Le droit de veto de ses membres permanents paralyse le Conseil de sécurité, et les nombreuses dictatures qui la composent empêchent toute avancée en matière de démocratie ou de droits de l’homme.

Reprocher à l’ONU son impuissance équivaut à la rendre responsable de l’état du monde et confondre effet et cause. Selon sa Charte, l’ONU a trois missions principales : paix et sécurité collective, progrès social et développement économique, protection des droits de l’homme et des libertés fondamentales. Certes, le bilan est pour le moins contrasté ; beaucoup reste à faire et l’ONU apparaît souvent comme une bureaucratie lourde et impuissante. La lourdeur est cependant relative, le budget ordinaire de l’ONU (hors missions de maintien de la paix) ne s’élève qu’à 5,4 milliards de dollars pour une période de deux ans, plus 8,3 milliards pour les opérations de maintien de la paix.

Ce n’est pas tant l’ONU qui est en cause que l’état et les divisions de la société internationale. Très souvent, l’organisation mondiale est bloquée par les désaccords entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (États-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni et France). Pour que le système mis en place par la Charte puisse fonctionner, il faudrait que l’alliance des vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale ait survécu à la fin de cette dernière. Tel ne fut pas le cas : très vite les divisions liées à la guerre froide l’ont emporté. L’existence du droit de veto est venue protéger leurs alliés. Mais il serait également inexact d’attribuer à l’existence du droit de veto l’échec du système. Il est la condition même de l’appartenance de puissances rivales à un système collectif.

À la fin de la guerre froide, lorsque l’Irak a envahi le Koweït en 1990, pour la première fois dans l’histoire, le système de sécurité collective a pu fonctionner comme prévu par la Charte. Le Conseil de sécurité a adressé un ultimatum à l’Irak afin qu’il retire ses troupes du Koweït. Le non-respect de cet ultimatum a autorisé pour la première fois une action militaire de façon légale, selon les modalités prévues par la Charte, d’où les espoirs d’un « nouvel ordre mondial » célébré par le président George Bush père, alors président des États-Unis.

Mais très rapidement, les logiques de rivalités nationales ont repris le dessus. Cependant, il est faux d’affirmer qu’il est impossible de trouver un accord au Conseil de sécurité entre Occidentaux, Russes et Chinois. Cela arrive, y compris sur des sujets sensibles comme le programme nucléaire iranien. Par ailleurs, la résolution 1973 a été adoptée pour mettre en place « la responsabilité de protéger » la population libyenne. Les abstentions russe et chinoise ont ainsi permis son adoption. Cependant, la transformation de la mission, de protection de la population à un changement de régime, entrave son utilisation future.

L’ONU compte malgré tout d’importants succès comme le démantèlement de l’apartheid en Afrique du Sud. Le mouvement de décolonisation a largement été stimulé par l’ONU. Il faut surtout prendre conscience que sans ce lien unique entre tous les pays, les conflits et inégalités seraient encore plus nombreux. Enfin, pour faire un bilan honnête de l’ONU, il faut prendre en compte l’action de l’ensemble des institutions spécialisées dont l’Organisation mondiale de la santé (OMS), le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), l’Unicef et l’Unesco, entre autres.

L’élargissement du Conseil de sécurité à dix membres permanents, afin de tenir compte des nouveaux rapports de force internationaux, est par ailleurs toujours bloqué.



La diplomatie conduit à la faiblesse (« C'est un nouveau Munich »)

La diplomatie n'est que le masque de la faiblesse. Les négociations sont souvent une fuite en avant, afin de ne pas faire face aux réalités stratégiques pouvant conduire à un affrontement. Le souci de l'éviter ne permet pas cependant de prévenir le conflit. Les démocraties pacifiques et prospères n'ont plus le goût de la guerre et reculent face aux régimes autoritaires. C'est le « syndrome de Munich » qui peut caractériser la conduite diplomatique des Occidentaux.

Les accords de Munich sont restés gravés dans les mémoires. Ils sont évoqués de manière récurrente, dès que les puissances occidentales sont en position de négociation. Signés le 30 septembre 1938, ils ont permis à Hitler de récupérer les Sudètes, région appartenant à la Tchécoslovaquie mais majoritairement peuplée d'Allemands. Les chefs des gouvernements anglais et français, Chamberlain et Daladier, les ont acceptés en abandonnant leur allié, la Tchécoslovaquie, croyant sauver la paix. Ils n'ont fait qu'accentuer l'appétit d'Hitler. Churchill, plus clairvoyant, les avait prévenus en déclarant : « Vous aviez à choisir entre la guerre et le déshonneur, vous avez choisi le déshonneur et vous aurez la guerre. » Les accords de Munich avaient été applaudis à l'époque par les opinions française et britannique. Le premier sondage réalisé en France était d'ailleurs à leur propos : 57 % des Français soutenaient ces accords.

Mais à partir de cet exemple historique, certains commentateurs tirent des conclusions abusives, assimilant toute négociation à du défaitisme. Ce n'est pas parce qu'on négocie avec une autre puissance qu'on se soumet automatiquement

à sa volonté. Le spectre des accords de Munich est agité dès lors qu'un gouvernement hésite à opter pour une position de force ou à entrer en guerre.

C'est en évoquant les accords de Munich que Guy Mollet a justifié la catastrophique intervention militaire française à Suez en 1956. L'attitude favorable de François Mitterrand ou d'Helmut Kohl face à Gorbatchev, parce qu'ils pensaient qu'il pouvait être un partenaire solide, a été traitée « d'esprit munichois » par leurs adversaires. C'est pourtant grâce au dialogue avec Gorbatchev que la guerre froide a pris fin de façon pacifique. « L'esprit munichois » a également été attribué à ceux qui s'opposaient à la guerre d'Irak en 2003. Cette dernière, loin de conduire à la stabilisation de la région et à l'élimination du terrorisme, a eu l'effet exactement contraire. Le même reproche fut fait à ceux qui s'opposaient aux bombardements sollicités contre l'Iran à partir de 2005, pour l'empêcher de se doter de l'arme nucléaire, or c'est une (longue) négociation qui a permis un accord le 14 juillet 2015 en vue d'atteindre cet objectif (dénoncé depuis par Donald Trump).

Il est aussi évoqué pour faire preuve de plus d'agressivité face à la Russie après son annexion de la Crimée, or le cessez-le-feu a été permis grâce aux accords de Minsk et la livraison d'armes à l'Ukraine pour « éviter un nouveau Munich » qui aurait, au contraire, conduit à un affrontement généralisé en Europe.

Le problème est qu'utiliser la force n'est pas toujours payant, loin de là, et que la diplomatie est souvent le meilleur moyen de résoudre un conflit. La diplomatie est justement faite pour permettre aux rivaux ou ennemis potentiels de se parler. En Afghanistan, en Irak et en Libye, les politiques de force ont été plutôt contre-productives, y compris au vu des objectifs annoncés. L'évocation des accords de Munich est plutôt aujourd'hui le masque des néoconservateurs ou de tous ceux qui voudraient que les Occidentaux utilisent leur supériorité militaire pour imposer leurs vues, ce qui n'est tout simplement plus possible.



Le monde va de plus en plus mal

Terrorisme, conflits interminables, guerres civiles sanglantes, crise des réfugiés, épidémies, menaces sur la biodiversité, crise économique, réchauffement climatique, raréfaction des ressources, etc. La situation mondiale semble s'assombrir de jour en jour.

Les apparences sont trompeuses. Il y a effectivement beaucoup de motifs d'insatisfaction au regard de la situation mondiale, mais cela est davantage dû à l'écart entre un degré de connaissance de plus en plus développé de situations choquantes qui engendrent naturellement des réactions, et des opinions publiques de plus en plus exigeantes.

Il n'y a pas plus de guerres qu'auparavant, mais nous en sommes plus informés. Des massacres à grande échelle étaient plus fréquents par le passé mais moins de personnes en connaissaient l'existence. De plus, il ne pèse plus sur l'humanité le risque d'une guerre nucléaire généralisée qui pourrait détruire la planète, malgré les craintes suscitées par la Corée du Nord. Sur tous les continents, la démocratie progresse. Le pouvoir se conquiert de plus en plus par les urnes et de moins en moins par les armes.

La situation actuelle, comparée au passé et non à un idéal, s'améliore régulièrement. En trente ans, plus d'un milliard de personnes sont passées au-dessus du seuil de pauvreté. L'ère des grandes famines est révolue. Le niveau d'éducation et de connaissance du public est de plus en plus élevé. Au cours du XXe siècle, la richesse mondiale a été multipliée par vingt, l'espérance de vie a doublé et nous pouvons désormais plus facilement vieillir en bonne santé.

Le racisme demeure mais il n'est plus institutionnalisé, comme il a pu l'être, y

compris au sein de démocraties établies comme les États-Unis. En Afrique du Sud et en Rhodésie (devenue Zimbabwe), l’apartheid a été démantelé. L’égalité entre les hommes et les femmes a encore du chemin à parcourir mais elle est un fait acquis dans la plupart des sociétés. Le XXe siècle aura été celui de la libération de la femme qui ne bénéficiait d’aucun droit – y compris celui de voter – dans aucune société au début du XXe siècle.

L’accélération du nombre d’innovations et de dépôt de brevets dans de nombreux domaines scientifiques permet de lutter contre la rareté des biens, la maladie et la mort. Certes, le progrès technique n’est pas la garantie du progrès de la société humaine mais les nouvelles technologies de l’information et de la communication (NTIC) permettent une meilleure diffusion de l’information.

En outre, les moyens de mobilisation, les sociétés civiles sont partout en progression. Les États ont perdu le monopole de l’information : les individus peuvent en recevoir ainsi qu’en émettre. La démocratie n’est pas établie de façon universelle mais, contrairement à la situation des années 1960, il n’y a plus qu’un seul pays totalitaire à la surface de la planète : la Corée du Nord. Y compris dans les régimes autoritaires, il existe des opinions publiques. La mainmise des gouvernements sur les citoyens s’est desserrée. Un début de justice internationale se met en place et l’impunité régresse.

Les libertés d’aller et venir, de se marier ou non, de choisir son partenaire, d’assumer son orientation sexuelle, d’avoir ou non des enfants, ont progressé de façon fulgurante. C’est parce que le passé est oublié et magnifié que l’on peut penser que « c’était mieux avant ».

La principale inquiétude concerne le réchauffement climatique. La dégradation de la biodiversité et de l’environnement est bien réelle, du fait de son non-respect par l’Homme. La décision de D. Trump de se retirer de l’accord de Paris signé en 2015 et destiné à lutter contre le réchauffement climatique et la volonté affichée de J. Bolsonaro d’ouvrir largement la forêt amazonienne à l’exploitation de l’industrie agroalimentaire sont des sujets d’inquiétude supplémentaires. En effet, l’humanité consomme chaque année davantage que ce que la Terre produit et il n’existe pas de planète de rechange à l’heure actuelle. Les croissances démographique et économique doivent donc être organisées afin d’être compatibles avec la protection de l’environnement.

Si la crise du Covid-19 a frappé durement le monde entier dans un temps record sur les plans sanitaire, économique et social, le nombre de décès qu’elle a causé est sans commune mesure avec le coût humain des grandes pandémies du passé.



Le monde occidental est en danger

Le monde occidental, s'il domine encore le monde, est de plus en plus contesté par les puissances asiatique et islamique. Le monde « blanc », dont la démographie est en berne, risque d'être submergé.

L'Europe a dominé le monde du xve siècle jusqu'au début du xxe siècle. Les États-Unis ont ensuite pris le relais et ont supporté assez facilement la concurrence de l'Union soviétique, qui n'a fait jeu égal avec eux qu'au cours d'une brève période, de la fin des années 1960 au début des années 1980. Pourtant, une partie des Occidentaux craignent que leur puissance ne soit remise en cause.

Il faudrait tout d'abord s'entendre sur la définition de « monde occidental ». S'agit-il, au sens strict du terme, seulement des Européens, des Américains et des Canadiens ? S'agit-il de tout le monde « blanc », auquel cas il faut ajouter l'Australie, la Nouvelle-Zélande ? Ou du monde développé industriel, en intégrant le Japon, la Corée du Sud, Taïwan, etc. ? On voit que la définition de l'Occident peut varier ; celle de la menace également. Le Japon était vécu comme une menace pour la sécurité économique des Européens et des Américains dans les années 1980 ; il ne l'est plus aujourd'hui.

La perception de la menace et la crainte de perdre cette position de force est alimentée par la pression démographique et migratoire des pays africains et asiatiques, par la pression politique d'une religion en expansion, l'islam, et par la pression stratégique d'un géant en expansion : la Chine. La position dominante des pays occidentaux paraît évidente : ce sont les pays les plus riches (les États-Unis représentent 23 % du PIB mondial, l'UE 23 %, le Japon plus de 6 %),

principaux consommateurs des matières premières et d'énergie, dont les monnaies sont celles du commerce international, maîtrisant les circuits économiques et possédant une supériorité militaire. D'autres grands pays émergents comme l'Inde, le Mexique ou l'Afrique du Sud se positionnent comme des puissances au moins au niveau régional, et sont de plus en plus actifs dans les institutions internationales telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), par exemple.

Mais était-il concevable qu'1/6e de l'humanité puisse durablement utiliser les 5/6e des richesses mondiales, comme c'était encore le cas à la fin du xxe siècle ? Un rééquilibrage était inévitable.

S'il est légitime de vouloir préserver une position dominante, tous les moyens ne sont peut-être pas pertinents. Ainsi, si le monde occidental souhaitait à tout prix maintenir le rapport de force existant aujourd'hui, et était prêt dans ce but à recourir à la force, il s'exposerait à de graves désillusions, et même à des risques. Il maintiendra d'autant plus facilement ses positions, ou du moins limitera leur érosion, s'il accepte un certain rééquilibrage dont il pourra tirer parti. Les Occidentaux ont perdu le monopole de la puissance et de la richesse, mais ils continuent à être riches et puissants. Ils doivent s'habituer à ne plus diriger le monde.



La France ne compte plus à l'échelle internationale

La France vit dans la nostalgie d'une grandeur révolue. Elle a l'illusion de compter encore à l'échelle internationale, alors qu'elle est en déclin constant et incapable de résoudre les grands défis mondiaux.

La thèse du déclin de la France est le fruit d'une comparaison historique inappropriée et d'une erreur sur l'appréciation de la puissance à l'ère contemporaine. Il est de bon ton de dire que la France n'a plus la place qui était la sienne du temps de Louis XIV ou de Napoléon. Encore faudrait-il choisir la période : Austerlitz ou Waterloo ? Le Roi Soleil ou une fin de règne chaotique ? Certes, le temps où la France était la première puissance européenne au sein d'un continent qui dominait le monde est révolu. Mais à comparer avec d'autres périodes de l'histoire (Sedan, la saignée de la Première Guerre mondiale, Vichy, Diên Biên Phu), la France a encore de solides arguments à faire valoir.

L'erreur porte sur la notion de puissance. Celle-ci ne peut plus se résumer au pouvoir de contraindre l'autre à agir ou au pouvoir qu'un pays aurait d'imposer ses décisions aux autres. Si d'ailleurs tel était le cas, même l'hyperpuissance américaine ne pourrait être jugée comme remplissant ces critères. Si l'on dresse une typologie de la puissance, on constatera qu'à côté des États-Unis, qui dépassent de la tête et des épaules les autres États, il y a entre une demi-douzaine et une dizaine de pays que l'on peut qualifier de puissances mondiales, car ils ont vocation à s'exprimer sur une gamme étendue, voire générale, de sujets. Ces puissances ne peuvent emporter seules la décision sur aucun sujet, mais elles contribuent par leurs actions à les façonner.

La France fait partie de ce club restreint. D’abord, pour des raisons objectives : elle a le septième PIB mondial, est membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, membre fondateur de l’UE[1], et du G7, du G20 et de l’OMC, possède l’arme nucléaire, et son territoire s’étend de l’Europe aux Caraïbes, en passant par l’Océanie. Mais si le monde porte une attention particulière à ce que peut faire la France sur la scène internationale, c’est qu’elle semble véhiculer des valeurs à vocation universelle. Certes, l’affirmation de la spécificité française peut parfois irriter. Mais elle est souvent interprétée comme étant celle d’un pays voulant défendre des causes qui dépassent son seul intérêt national. Elle est encore créditée d’une capacité à penser de façon globale.

Aucun pays ne peut prétendre aujourd’hui résoudre seul des problèmes internationaux. Or, la France est encore un pays qui compte à l’échelle internationale, c’est du moins ce que pense le monde extérieur, qu’il le déplore ou qu’il s’en réjouisse. Certes, l’émergence des autres puissances provoque nécessairement un déclin relatif à la France. Elle diffusera d’autant mieux son message spécifique qu’elle agira de façon multilatérale et qu’elle se débarrassera de certaines attitudes arrogantes qui lui ont joué des tours par le passé. Ses responsables doivent éviter le double piège de l’autodénigrement (« la France ne pèse plus rien, elle doit abandonner toute velléité d’indépendance ») ou de l’exaltation (« la France peut guider le monde »). Elle doit aussi maintenir une politique internationale spécifique, dans la ligne du « gaullo-mitterrandisme », si elle veut conserver une certaine attractivité liée à sa position spécifique.

La France demeure un pays qui compte sur la scène internationale, et est toujours capable et légitime à prendre des initiatives internationales. Mais, la réduction régulière de ses moyens diplomatiques pourrait, à terme, devenir gênant.



L'Afrique est le continent perdant de la mondialisation

Déchirée par des guerres civiles sans fin, minée par la corruption, dévastée par le sida, etc. Il n'est question de l'Afrique qu'en termes dramatiques. Contrairement à l'Asie, elle n'a pas su décoller économiquement.

Les raisons de l'afro-pessimisme étaient nombreuses au début du siècle. Avec 12 % de la population mondiale, l'Afrique représentait 1 % du PIB mondial et 2 % du commerce international. Elle concentrait plus de 70 % des décès dus au sida. Paradoxalement, la fin de la guerre froide, qui en faisait un enjeu de la compétition Est/Ouest, desservit l'Afrique. À la volonté de contrôle des superpuissances dans les années 1970 et 1980, se succède le pire dans les années 1990 : l'Afrique a été délaissée.

Mais depuis le début du XXIe siècle, l'afro-optimisme succède à l'afro-pessimisme. Le continent connaît une croissance économique globale. De nombreux pays bénéficient d'une démocratie bien installée, confortée par des alternances politiques (Ghana, Sénégal, Botswana, etc.). Les élections, autrefois sans enjeu, sont devenues dans la plupart des pays le véritable moyen de désigner les gouvernements et, de ce fait, peuvent donner lieu à des tensions ou des crises (Mali, Côte d'Ivoire, Kenya).

L'économie de marché se développe, et l'Afrique est l'objet d'intérêt de nombreuses puissances extérieures, des anciennes puissances coloniales (dont la France), mais également des États-Unis. La Chine et le Japon sont également très actifs en Afrique, ainsi que l'Inde, le Brésil et la Turquie. La Russie y fait un retour en force. Pékin y a d'ailleurs consolidé sa présence économique et

diplomatique, notamment par le développement des infrastructures : l’ambitieux projet de « nouvelles routes de la soie » concerne l’Afrique, même si les routes historiques n’y passaient pas. Elle a par ailleurs déjà renoué la liaison ferroviaire Mombasa-Nairobi ou Djibouti-Addis-Abeba.

La redécouverte du continent par les pays riches et émergents vient du fait que parmi de nombreux enjeux de la globalisation – matières premières, lutte contre les pandémies, immigration de masse, protection de l’environnement –, l’Afrique redevient un enjeu central. Malgré la présence d’États faillis sur le continent (Somalie, Zimbabwe, République démocratique du Congo [RDC], Soudan du Sud), l’Afrique connaît, depuis le début du siècle, une croissance économique globale de 5 % par an, propulsée par le boom du prix des matières premières. Dépourvu de téléphones fixes, le continent est passé directement à l’ère du mobile avec plus de 700 millions d’utilisateurs. Les sociétés civiles et les mouvements d’opinion se développent.

L’Afrique doit relever le défi de la jeunesse (éducation, santé, accès à l’emploi), de la bonne gouvernance et de la mise en place de structures étatiques plus solides, mais aussi rendre plus « inclusive » sa croissance économique dont les fruits sont encore trop inégalement partagés.

La crise du Covid-19, qui semble globalement épargner le continent sur le plan sanitaire, pourrait avoir un coût économique et social important.



Le réchauffement climatique sera évité grâce aux progrès technologiques

Les contraintes de nature juridique internationale, comme celles contenues dans le protocole de Kyoto, sont inutiles pour lutter contre le réchauffement climatique. Si ce dernier constitue une menace bien réelle, la solution viendra des progrès de la technologie qui permettront de limiter la consommation d'énergie ou l'émission de gaz polluants.

Cette posture est à contre-courant d'une prise de conscience internationale du risque de changement climatique. Déjà en 1992, au sommet de la Terre à Rio, les États les plus riches, pour lesquels une baisse de croissance semblait plus supportable et qui étaient responsables des émissions les plus importantes, avaient pris l'engagement de stabiliser leurs émissions au niveau de 1990. En 1997, le protocole de Kyoto a traduit cette volonté en engagements quantitatifs juridiquement contraignants.

Pourquoi les États-Unis refusent-ils les engagements chiffrés dans la réduction des gaz à effet de serre ? Lorsqu'il était président, Bill Clinton revendiquait déjà une position à part, estimant qu'une telle mesure de réduction affecterait le développement économique du pays. À cet argument, le président Bush ajoutait également que la part humaine dans les émissions n'était pas scientifiquement prouvée. Mais, plus fondamentalement, cette posture correspond à une méfiance traditionnelle à l'égard de toute contrainte d'ordre externe aux États-Unis et à une croyance en la supériorité technologique des États-Unis et dans le fait que les progrès technologiques permettent toujours de résoudre les problèmes, y

compris d'ordre politique.

Selon ce courant de pensée, les forces du marché, l'attractivité économique croissante pour ce secteur d'avenir suffiront à impulser les mouvements nécessaires pour lutter contre le phénomène de réchauffement climatique. C'est le marché – et non la réglementation – qui permettra de résoudre les difficultés. C'est néanmoins sous-estimer l'ampleur du problème du réchauffement climatique que de penser ainsi.

Un tel raisonnement induit déjà une inégalité entre les pays riches et les autres, entre ceux capables de développer des technologies nécessaires et ceux qui ne le pourront pas. C'est également ignorer que la lutte contre le réchauffement climatique passe surtout par un changement de comportement, aussi bien des entreprises que des individus, et que seul l'État dispose de l'autorité et de la légitimité nécessaires pour entreprendre une telle action. Qu'il s'agisse de réglementations (mise en place de quotas d'émission de CO_2), de normes contraignantes, de taxation (principe du pollueur-payeur, taxe carbone) ou de subventions (soutien financier ou réglementaire aux technologies prometteuses avant qu'elles ne deviennent compétitives), voire de l'orientation de la recherche-développement, le rôle de l'État – et donc de la réglementation internationale contraignante pour l'État, cela reste essentiel pour parvenir à un résultat.

En 2014, la Chine et les États-Unis s'engageaient à réduire à terme leurs émissions de gaz à effet de serre. Les deux pays avaient réalisé que le réchauffement climatique pouvait avoir un effet négatif sur leur croissance. En 2015, la conférence internationale de Paris (COP21) a vu, pour la première fois, les États participants prendre des engagements contraignants. 195 pays se sont ainsi engagés à contenir le réchauffement climatique sous la barre des 1,5 °C d'ici 2050. Jugé insuffisant par certains, cet accord n'en est pas moins un objectif commun, pour ne pas dire universel. Ainsi, une fois élu, D. Trump dénonçait cet accord, le présentant comme contraire aux intérêts économiques américains. Il niait par ailleurs le fait que le réchauffement climatique soit lié à l'activité humaine. Mais la moitié des États fédéraux américains et de nombreuses métropoles veulent continuer à respecter les accords de Paris. Le président brésilien Jair Bolsonaro, élu en 2019, est également climato-sceptique et veut largement ouvrir l'exploitation de la forêt amazonienne à l'exploitation de l'industrie agroalimentaire. Le Premier ministre australien Scott Morrison l'est également, malgré les feux gigantesques qui ont dévasté le pays fin 2019, début 2020. Le progrès technologique peut être d'une aide importante pour lutter contre le réchauffement climatique, mais la volonté politique reste le critère

déterminant.



Les événements sportifs mondialisés sont apolitiques

La Coupe du monde de football et les Jeux olympiques sont des événements sportifs sans enjeux stratégiques.

Tous les quatre ans, la Coupe du monde de football et les Jeux olympiques (JO) sont les deux événements sportifs mondialisés les plus médiatisés. Trente-deux pays, après une âpre phase éliminatoire (quarante-huit à partir de 2026), participent à la phase finale de la compétition du sport le plus populaire au monde, et toutes les nations envoient des athlètes aux JO, qui réunissent des disciplines sportives multiples et variées. Ces compétitions suscitent l'enthousiasme des supporters et des spectateurs qui vibrent devant les différents exploits réalisés. Par la grâce de la télévision, le monde entier peut les suivre. Ce sont les deux événements les plus visibles et les plus populaires de la planète.

Mais il ne s'agit pas uniquement de compétitions sportives. Leur impact stratégique ou géopolitique est de plus en plus évident. Au moment où la mondialisation vient effacer les identités nationales, les compétitions sportives les redéfinissent. Le soutien à l'équipe nationale de football transcende les clivages sociaux, ethniques, religieux et culturels, et l'équipe devient un vecteur de l'identité nationale. Le match télévisé fédère la nation derrière son équipe.

Lors des JO, chacun essaie de briller et la puissance des nations se compte au nombre de médailles. Nous sommes en plein *soft power*. Pendant la guerre froide, la compétition Est/Ouest s'y prolongeait et chaque système essayait de montrer sa supériorité par le nombre de podiums. Aujourd'hui encore, chaque

État veut attirer attention, respect et sympathie grâce à ses champions, véritables stars internationales connues et admirées aux quatre coins du globe. Qu'il s'agisse de vieilles nations ou de jeunes États indépendants, la représentation nationale par l'exercice de la compétition sportive est beaucoup plus visible et fédératrice qu'une ambassade à l'ONU. De même, l'adhésion à la Fédération internationale de football association (FIFA) ou au Comité international olympique (CIO) est aussi importante que celle des organisations internationales.

L'attribution de l'organisation de la compétition fait également l'objet de luttes acharnées. Au-delà de l'impact économique, qui reste relativement limité, l'enjeu se décline en termes de prestige, dans la mesure où ces compétitions sont hautement médiatisées et que le pays qui les organise devient le centre du monde pour un temps. Ce n'est pas un hasard si les chefs d'État et de gouvernement se mobilisent personnellement pour aider le dossier de candidature et obtenir le droit d'organiser les JO ou la Coupe du monde.

Pour les JO de 2016, au-delà des aspects techniques des quatre dossiers de Tokyo, Madrid, Chicago ou Rio – de valeur à peu près comparable –, ce sont des critères géopolitiques qui ont conduit au choix de la ville brésilienne. Le CIO entendait montrer qu'il accompagnait – voire même qu'il faisait – l'histoire en décernant pour la première fois les Jeux à un pays émergent, et ce, l'année même où le G8 était remplacé par le G20. L'Afrique du Sud a reçu la Coupe du monde de football en juin 2010. C'était la première fois qu'une compétition majeure était organisée en Afrique, et l'implication personnelle de Nelson Mandela a été un facteur décisif dans l'obtention de la compétition. Alors que de nombreux commentateurs s'inquiétaient de la capacité du pays à organiser cet événement, la Coupe du monde a été une réussite. De même, la Chine a vu dans l'organisation des JO de 2008 la reconnaissance de son affirmation comme grande puissance.

L'attribution de la Coupe du monde 2018 à la Russie et celle de 2022 au Qatar ont suscité des polémiques, mais la FIFA a souhaité poursuivre l'expansion du football en attribuant l'épreuve phare à des pays qui ne l'avaient encore jamais accueillie. Pour la première fois, un pays arabe et musulman va accueillir une épreuve sportive mondiale majeure. Istanbul a en revanche échoué à accueillir les JO initialement prévus en 2020 à Tokyo, et repoussés en 2021 du fait de la pandémie de Covid-19.

Quant à Paris, elle a remporté l'organisation des JO de 2024 après deux échecs successifs. La Chine ne devrait pas tarder (probablement en 2030) à organiser la Coupe du monde de football. D. Trump a été jusqu'à menacer de sanctions les pays qui ne voteraient pas pour l'attribution de la Coupe du monde

2026 au trio USA-Mexique-Canada.



L’Union européenne est menacée par les flux migratoires

L’Europe a subi un afflux de réfugiés fuyant à la fois les guerres, les régimes dictatoriaux et la misère. Cette « crise des réfugiés » a provoqué des soubresauts politiques importants, provoquant une fracture parmi les pays européens.

Cette situation pose un défi stratégique à l’Europe, au point de mettre en cause son unité, dans la mesure où cette dernière est à la fois un continent où affluent une grande partie des réfugiés et où les débats y sont les plus vifs. L’Europe demeure un eldorado de prospérité et de paix pour ceux qui vivent en dehors, au moment même où une lassitude et une forte insatisfaction se font ressentir en son sein. Cela n’empêche pas des pays hors Union européenne (UE) de recevoir beaucoup plus de réfugiés. La Turquie (3,5 millions), le Pakistan (1,4 million), l’Ouganda (1,4 million), le Liban et l’Iran (1 million) ont plus de réfugiés sur leur territoire que, par exemple, l’Allemagne (970 000) en 2015. Les deux tiers des réfugiés dans le monde sont issus de cinq pays : Syrie (6,3 millions), Afghanistan (2,6 millions), Soudan du Sud (2,4 millions), Birmanie (1,2 million) et Somalie (1 million).

L’UE n’a pu faire face à l’afflux de réfugiés, non pas par manque de moyen. L’espace le plus riche du monde, peuplé de 450 millions d’habitants, pouvait matériellement accueillir un million de réfugiés, nombre de personnes ayant rejoint l’Europe au « pic de la crise » en 2015. Ce qui a fait défaut c’est la volonté, du fait de profondes divergences de vues sur la meilleure façon d’y répondre. Nous assistons plus à une « crise de l’accueil » qu’à une réelle « crise des réfugiés ». Étant donné la situation, une rupture entre l’Est et l’Ouest est

réapparue. La Pologne et la Hongrie ont même refusé d'accueillir les 2 000 réfugiés que les quotas de l'UE leur avaient attribués. Ces pays sont d'ailleurs plus ouverts à accueillir des réfugiés ukrainiens que ceux venant d'Afrique et du Moyen-Orient. Le rejet des réfugiés cache (mal) celui des musulmans.

Si beaucoup ont loué la générosité d'Angela Merkel, qui a accepté la venue d'un million de réfugiés en Allemagne, il ne faut pas oublier que celle-ci correspondait à l'intérêt national allemand en panne démographique et en situation de plein-emploi et donc en manque de main-d'œuvre. D'ailleurs, en 2020, l'Allemagne annonçait que la plupart des réfugiés accueillis avaient pu être normalement intégrés. Le problème est qu'A. Merkel a agi sans réelle concertation avec les autres pays européens et que son geste, en apparence généreux, était avant tout unilatéral.

Le président français, Emmanuel Macron, a eu raison de souligner qu'on ne pouvait pas réclamer des aides à l'UE sans en accepter les contreparties. Mais la France qui, avec d'autres, a laissé l'Italie se débrouiller seule en première ligne, et a même fermé sa frontière à Vintimille, est mal placée pour donner des leçons.

L'incapacité de l'UE à répondre au défi des réfugiés – signe de son blocage – a suscité une crise encore plus grave, montrant que le terme d'union ne correspondait pas à la présente réalité. Le défi des réfugiés a eu pour principale conséquence politique une montée des mouvements d'extrême droite, y compris en Italie, pourtant membre fondateur, qui dictent en grande partie l'agenda sur ces questions et en Allemagne, où l'on croyait que pour des raisons historiques, ils ne pourraient plus réapparaitre.

Le défi posé par les mouvements de réfugiés permet les pires surenchères et déclarations à l'emporte-pièce, certains parlent même d'un « grand remplacement », les musulmans prenant la place des Européens blancs. C'est l'un des secteurs du débat public où la formule choc l'emporte sur la réflexion, l'intuition sur la connaissance et la démagogie sur l'expertise. Cependant, nous ne manquons pas d'experts ayant une réelle connaissance du phénomène. Le problème est qu'ils ne sont pas suffisamment consultés par les pouvoirs publics. Il serait peut-être temps d'orienter les décisions en fonction des réalités et non des fantasmes.

Malgré cette idée reçue, le flux des réfugiés cherchant à rejoindre l'Europe est en décroissance. Le pic a été atteint en 2015, avec plus d'un million de candidats ; en 2018, il n'était plus qu'environ 130 000.

Mais si les flux se réduisent en partie grâce à un accord contesté passé entre

l'UE et la Turquie, les effets politiques – montée de l'extrême droite, débats sur l'identité – demeurent.

Arrivées de migrants en Europe par la Méditerranée

Années	2014	2015	2016	2017	2018
Arrivées totales	**225 455**	**1 032 408**	**390 456**	**186 788**	**141 472**
Décès/disparitions de migrants, notamment en Méditerranée	3 583	3 771	5 096	3 139	2 277



L'Union européenne et les États-Unis sont des alliés indéfectibles

Unis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale pour faire face à la menace soviétique, les États-Unis et les pays européens ont maintenu leur alliance après la disparition de l'URSS, au nom de valeurs communes et pour faire face aux nouveaux périls pesant sur le monde occidental.

Après la victoire contre le nazisme, le président Truman avait affiché la volonté américaine de « prendre la tête du monde libre ». En 1949, mettant fin à leur politique isolationniste, les États-Unis et certains pays européens créent l'Alliance atlantique. Face aux menaces d'expansion de Moscou, les États-Unis mettaient en place une politique d'endiguement et acceptaient pour la première fois de leur histoire d'entrer dans une alliance militaire en temps de paix. L'aide du plan Marshall a permis aux pays européens de se relever économiquement tout en bénéficiant de la protection américaine, sans avoir à payer totalement le prix de la défense face au gigantesque arsenal militaire soviétique. Dans une Europe profondément divisée idéologiquement, l'équilibre des forces et la dissuasion nucléaire américaine permettaient d'éviter le déclenchement d'une guerre. À la fin du clivage Est/Ouest, les membres de l'OTAN ont décidé de conserver cette structure par prudence parce qu'elle fonctionnait bien et qu'il n'était pas sûr qu'il ne puisse pas y avoir une résurgence de la menace militaire russe. Les pays européens et les États-Unis partagent par ailleurs les valeurs de la démocratie libérale, de la liberté d'expression et de l'indépendance de la justice.

Kissinger a souvent évoqué les « malentendus transatlantiques ». Il pouvait y

avoir des différences de perception entre les pays européens et les États-Unis, mais elles demeuraient moins importantes que l'accord général et se réglaient par la négociation. Les États-Unis avaient évidemment un poids supérieur aux pays européens au sein de l'OTAN, mais ils restaient soucieux de trouver un consensus pour conserver la solidité et la solidarité au sein de l'Alliance.

C'est la nature de cette alliance que Donald Trump a semblé remettre en cause au cours de la campagne électorale qui allait le conduire à son élection à la présidence des États-Unis. Il remettait publiquement en cause le fondement de l'OTAN et l'article cinq de son traité qui implique une solidarité automatique entre Européens et États-Unis en cas d'agression militaire. Il mettait en cause les pays européens pour ne consacrer que des efforts insuffisants à leur défense, en en laissant le poids aux États-Unis. Accusant les Européens de faire payer leur défense pour mieux concurrencer les États-Unis sur le plan commercial et économique, il menaçait même de mettre fin à l'Alliance atlantique. Mais c'était avant tout une façon de faire pression sur eux, en évoquant la crainte de lâchage pour qu'ils augmentent leurs dépenses militaires et par conséquent leurs achats d'armement aux États-Unis.

Toutefois c'est sur le plan commercial que les difficultés sont les plus grandes. Les États-Unis souffrent en effet d'un déficit commercial de 170 milliards de dollars patents à l'égard des pays de l'Union européenne. Or, aussi bien face à la Chine que face à l'UE, Trump estime que le déficit commercial est une forme d'agression à l'égard de l'économie américaine. Il est même allé jusqu'à déclarer que l'Union européenne était un ennemi du fait de ce déficit commercial. Les pays européens, qui eux aussi ont des griefs à faire valoir à l'égard de la Chine sur le plan des échanges commerciaux, ont proposé à Donald Trump de faire front commun face à Pékin. Celui-ci a refusé, indiquant qu'il allait d'abord s'attaquer à la Chine pour réduire le déficit commercial américain, puis qu'il s'occuperait ensuite de l'Union européenne. À l'été 2018, il menaçait d'augmenter les droits de douane sur de nombreux produits européens. Les pays de l'UE menaçaient de répliquer de la même façon, conduisant Donald Trump à abandonner son projet. De même, pour répliquer à la taxe sur les GAFA que la France a voulu introduire avant le sommet du G7 de 2019, il menaçait de taxer lourdement les vins français avant qu'un compromis ne soit trouvé entre Trump et Macron.

Par ailleurs, sa conception hyper unilatérale des relations internationales l'a conduit à ne pas consulter ses alliés pour les grandes décisions qui les engageaient collectivement. Il a ainsi dénoncé l'accord sur le nucléaire iranien pourtant défendu par les signataires européens (France, Allemagne, Royaume-

Uni). Il a établi des sanctions à l'égard de l'Iran dont il voulait imposer le respect aux pays européens. En voulant ainsi leur interdire de poursuivre des relations commerciales, il portait directement atteinte à leur souveraineté, comme jamais aucun autre président américain ne l'avait fait dans le passé. Le tout à une époque où la protection militaire américaine face à la menace russe est moins nécessaire qu'elle ne l'était face à la menace soviétique. La conception qu'il a d'une Amérique qui aurait été trop conciliante tant avec ses alliés qu'avec ses rivaux, et de la nécessité de rétablir le leadership américain, l'a conduit à ne pas vouloir consulter même ses alliés qu'il traite parfois comme ses vassaux. Mais les fondements de l'Alliance, le poids des habitudes, l'étendue des liens humains et économiques entre les deux rives de l'Atlantique, le poids des structures font qu'une rupture n'est pas envisageable. Il est néanmoins certain que si D. Trump (ou son successeur) poursuit dans cette voie, à terme les pays européens prendraient de plus grandes distances à l'égard des États-Unis. Certains se demandent d'ailleurs si les valeurs défendues par Donald Trump étaient réellement compatibles avec les valeurs européennes.



L'Europe et les États-Unis sont unis par les mêmes valeurs

Les pays européens et les États-Unis, liés par l'Alliance atlantique, partagent les mêmes valeurs : démocratie, protection des minorités, défense des droits de l'homme, égalité homme-femme, liberté d'expression et religieuse…

C'est pour protéger ces libertés que les États-Unis sont sortis de leur isolationnisme stratégique après la Seconde Guerre mondiale et qu'ils acceptent alors pour la première fois de leur histoire d'entrer dans une alliance militaire en temps de paix en fondant l'OTAN en 1949. La politique d'endiguement avait pour objectif et a eu pour résultat de protéger les pays européens détruits par la guerre des pressions ou des volontés de conquête de l'Union soviétique communiste. Les pays situés à l'ouest du rideau de fer ont ainsi pu conserver et développer des régimes démocratiques, alors que les peuples situés à l'Est en ont été privés.

Il y a cependant quelques différences entre les sociétés européennes et celle des États-Unis. La première est le *Welfare state* : l'État est plus protecteur sur le plan social en Europe. La réussite individuelle y est moins magnifiée qu'aux États-Unis, mais en revanche il y a moins d'individus laissés au bord de la route et les inégalités y sont moins criantes. L'Europe est habituée à des systèmes de soins, de santé et d'éducation de qualité et accessibles à tous gratuitement. La situation est beaucoup plus inégale aux États-Unis, où l'accès à la santé et à l'éducation est dans la réalité niée aux plus défavorisés. Le poids et les legs historiques de l'esclavage et des discriminations raciales sont toujours beaucoup plus prégnants aux États-Unis qu'en Europe, même si cette dernière n'est pas

exempte de discriminations à l’égard des minorités, mais qui restent sans commune mesure avec la situation outre-Atlantique.

Le fait d’être une superpuissance a conduit les États-Unis à adopter très souvent des politiques impériales au moment même où l’Europe, de gré ou de force, mettait fin au colonialisme. Les États-Unis n’hésitent pas à employer leur superpuissance militaire pour imposer leurs volontés, fût-ce au nom de la promotion de la démocratie.

Cela a pour conséquence une différence majeure concernant le multilatéralisme. Ce dernier est un élément central de l’ADN de l’Europe. La construction européenne est le fruit du multilatéralisme et les deux guerres mondiales ont immunisé les pays européens de l’esprit impérial et d’une volonté de régler trop rapidement, par la force, les problèmes politiques. L’unilatéralisme est au contraire dans l’ADN des États-Unis qui se vivent depuis leur origine comme une nation exceptionnelle, ayant une « destinée manifeste », étant la « cité qui brille sur la colline ». Il peut y avoir des nuances dans l’intensité de l’unilatéralisme : débridé avec Georges W. Bush, poussé à son paroxysme avec Donald Trump, mais néanmoins existant avec Bill Clinton – qui déclarait en son temps que les États-Unis étaient la seule nation indispensable – ou Barack Obama. Madeleine Albright – pourtant considérée comme « multilatéraliste » – avait défini la politique étrangère américaine par la formule « multilatéralistes si nous pouvons, unilatéralistes si nous devons ». C’est la négation même du multilatéralisme.

Les États-Unis et l’Europe ont donc certaines valeurs communes, mais se séparent sur d’autres.



Qui dirige le monde ?



Il y a un complot pour diriger le monde

Francs-maçons, Juifs, CIA, club Bilderberg, États-Unis, sociétés secrètes, firmes multinationales, etc. Tous sont régulièrement accusés de diriger le monde en coulisses et de tirer les ficelles de chefs d'État et de gouvernement, qui ne seraient ainsi que de « simples » exécutants.

Il est difficile de savoir comment se prennent les décisions internationales. Il peut ainsi être réconfortant d'en attribuer la décision à tel ou tel groupe. L'explication est confortable en ce qu'elle offre un éclairage simple(iste). L'intérêt général n'étant pas toujours au rendez-vous, il peut être tentant d'en attribuer l'origine à un groupe qui aurait fait valoir son intérêt particulier. La mondialisation rend le pouvoir plus lointain, difficilement identifiable et entrave ainsi la capacité à le comprendre.

Mais ces explications ne résistent pas à l'examen. Le monde est tellement diversifié, les acteurs internationaux si multiples, qu'un seul groupe, fut-il puissant et organisé, ne saurait imposer ses vues à tous. Même l'hyperpuissance américaine n'y parvient pas. Tout événement international est ainsi la résultante de multiples influences.

Comment expliquer que ces entités soient accusées en particulier ? Les États-Unis le sont du simple fait de leur puissance internationale inégalée. Les francs-maçons se réunissent quant à eux de façon discrète et ont longtemps été persécutés. Ils peuvent exercer une certaine influence en faveur de leurs idées et revendiquent leur solidarité. Cependant, leur attribuer la direction du monde relève du pur fantasme. Le groupe Bilderberg ou la Trilatérale réunissent des

personnes influentes, qui se concertent sur la base de la « règle de Chatham House », qui implique que la liberté des débats dépend de leur caractère non-public, d'où les soupçons de complotisme. Par définition, la CIA agit de façon secrète. Mais ces lieux d'échanges entre personnes exerçant par ailleurs des responsabilités ne sont pas des lieux de décisions. Israël a un poids géopolitique supérieur à son poids démographique mais le fait de dire que les Juifs – ce qui implique qu'ils sont donc tous d'accord – dirigent le monde relève d'un antisémitisme traditionnel. À la fin du XIXe siècle, la police secrète du Tsar avait même élaboré de faux documents, *Les protocoles des Sages de Sion*, qui prétendait à un complot mondial des Juifs pour diriger le monde.

La théorie du complot est en fait démobilisatrice : s'il y a un complot pour diriger le monde, le combat pour les libertés et la transparence, le progrès, les droits de l'homme, est perdu d'avance. L'argument complotiste n'est pas seulement une excuse pour ne pas comprendre, il est également un alibi pour ne rien faire.

Mais dénoncer les thèses complotistes ne doit pas conduire à nier les stratégies d'influence. La CIA a bel et bien œuvré pour renverser Mossadegh en Iran en 1953 ou Salvador Allende en 1973, la Trilatérale ou le groupe Bilderberg agissent en faveur du libéralisme économique, les États-Unis exercent bien, comme d'ailleurs tous les États avec leurs propres moyens, des stratégies d'influence afin de conquérir les opinions publiques. S'il convient d'être vigilant quant aux thèses complotistes, cela ne doit pas empêcher d'être lucide par rapport aux stratégies d'influence. La dénonciation du complotisme ne peut déboucher sur son pendant inverse, tout aussi dangereux : l'absence de sens critique, ou même l'accompagnement de ces stratégies, ou la négation du jeu des puissances ou de la bataille pour séduire les opinions publiques.

Les mensonges d'État – comme celui de George W. Bush sur la présence d'armes de destruction massive en Irak avant la guerre de 2003 – alimentent également les « théories du complot » en décrédibilisant la parole officielle. Le complotisme est nourri par les manipulations de l'information, ou par le manque de transparence des processus de décision.

19



Ce sont les firmes multinationales qui dirigent le monde

La mondialisation a accru le rôle et le pouvoir des firmes multinationales. Le chiffre d'affaires de certaines d'entre elles dépasse le PIB de nombreux États. Ce sont désormais elles qui, souvent en coulisses, exercent le plus d'influence sur les grandes décisions.

Il serait difficile de nier l'ampleur prise par les firmes multinationales (FMN). Leur poids financier et économique leur permet de jouer un rôle important, les conduisant même, dans certains cas, à engager un bras de fer avec les États. L'exemple symbolique reste la participation de la firme américaine ITT dans le sanglant coup d'État militaire qui renversa le président Salvador Allende au Chili, en 1973.

Les FMN, comme les firmes pétrolières, sont souvent accusées de piller le tiers-monde, de participer à l'uniformisation culturelle (Coca-Cola, McDonald's, etc.), de sous-payer leurs salariés des pays du Sud (*maquiladoras* américaines au Mexique) et de profiter du travail des enfants, de ne pas être respectueuses de l'environnement, de mettre en danger la vie des populations locales (l'explosion de l'usine chimique Union Carbide à Bhopal en Inde avait fait des milliers de morts en 1984 ; plus de 1 100 personnes ont trouvé la mort lors de l'effondrement du Rana Plaza en 2013 au Bangladesh), de mener des politiques subversives par rapport à certains gouvernements ou de soutenir des dictatures… Bref, d'imposer leur loi, y compris à des gouvernements démocratiques. À l'inverse, d'aucuns estiment que leurs salariés ont plus de droits et d'avantages

que les autres.

Par ailleurs, les GAFA (Google, Amazon, Facebook et Apple), grandes sociétés des NTIC (nouvelles technologies de l’information et de la communication), constituent, par leur poids financier et la maîtrise des données, une réelle puissance. Des processus de concentration permettant à certaines FMN exercent une position dominante sur leur secteur économique. De plus en plus détachées de leur pays d’origine, elles cherchent à s’émanciper des contraintes territoriales ; elles vont là où l’activité est la plus rentable et suivent une logique coût/opportunité obéissant à l’exigence de rentabilité. Elles sont donc peu soucieuses du sort des populations.

Pour autant, l’État conserve la maîtrise des politiques publiques : éducation, santé, infrastructures, édictions des normes de droit concernant la fiscalité, les investissements, etc. Et surtout, la visibilité des FMN, qui est un atout, peut se transformer en faiblesse. Elles doivent, ne serait-ce que pour des raisons commerciales, conserver une image positive auprès du public et des consommateurs. Les campagnes de boycott peuvent les mettre en grande difficulté. C’est pour cela que de plus en plus de FMN entrent dans un processus de responsabilité sociétale des entreprises (RSE), qui impose tout au long de la chaîne de production des critères sociaux, environnementaux et éthiques. Elles se créent une image écologiquement et socialement correcte, parfois réelle, parfois avant tout une politique de communication.

20



Les médias contrôlent l'opinion

Les médias fournissent l'information au public. Ils peuvent donc sélectionner celles qui leur conviennent et orienter ainsi les opinions publiques. L'apparition de « mass media », et notamment la télévision, est venue accentuer les possibilités de formatage de l'opinion.

Les médias de masse (*mass media*, en anglais) se définissent par le fait qu'ils organisent la communication de « un » vers « plusieurs », et que le message est unilatéral (pas d'interaction avec le public). La télévision en est l'exemple le plus notable.

Il est vrai que les pouvoirs ont toujours voulu contrôler les médias afin d'être en mesure d'orienter les opinions. Dans ce cas, l'information peut devenir rapidement de la propagande, que cette politique soit menée volontairement ou qu'elle soit tacitement intégrée par les rédactions (la pire des censures étant l'autocensure). Dans de nombreux pays, les médias échappent aujourd'hui au contrôle de l'État.

Mais la question de leur indépendance est loin d'être résolue par leur privatisation. En effet, s'ils sont la propriété d'intérêts privés, d'oligarques ou de multinationales, ceux-ci peuvent poursuivre d'autres objectifs que la seule information du public. Les médias appartenant à des partis politiques ou à des mouvements associatifs ont au moins le mérite d'afficher leur opinion.

Pour autant, les médias ne parviennent pas totalement à formater l'opinion. Dans les pays dictatoriaux, s'il n'est guère loisible de s'exprimer, on sait que ce que disent les médias officiels n'est pas la vérité. Il y a donc une forte tentation

de ne pas croire ce qui est lu, vu ou entendu, même lorsqu'il s'agit de faits authentiques. Dans les autres systèmes politiques, les médias sont soumis à un système concurrentiel. S'ils s'écartent trop de ce que le public est prêt à recevoir, ils seront délaissés par lui. On peut dire qu'ils sont tout aussi contraints et influencés par l'état de l'opinion qu'ils ne l'influencent eux-mêmes.

Dans les années 1990, la chaîne américaine CNN a pu être présentée comme le sixième membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies parce que celui-ci n'envoyait des troupes que si le conflit était filmé par la chaîne. En période de guerre, la bataille de l'opinion fait rage, mais le monopole de l'information internationale, dont CNN bénéficiait auparavant, a été ébranlé par l'apparition, entre autres, d'autres chaînes dont Al-Jazeera, la chaîne de télévision du Qatar surnommée la « CNN arabe ». Depuis, de nombreuses chaînes à vocation internationale ont vu le jour (France 24, BBC World, CCTV, Russia Today, teleSUR, etc.). En France, alors que la quasi-totalité des médias plaidaient pour le « oui » au référendum sur le traité constitutionnel de l'Union européenne (UE) en 2005, c'est pourtant le « non » qui l'a largement emporté.

Internet et les nouvelles technologies permettent, par ailleurs, d'établir des contre-pouvoirs décentralisés : la multiplicité des sources d'information, la création de blogs et de forums fait que, grâce à Internet, l'information n'est plus à sens unique, et ne se fait pas de « un » vers la « masse », mais de « plusieurs » vers « plusieurs ». Mais attention à la qualité des informations diffusées par des personnes dont ce n'est pas le métier, sans parler des tentatives de manipulation par le lancement d'informations truquées. Le contrôle quasi total des médias nationaux par Ben Ali ou Moubarak n'a pas empêché leur chute, les populations n'étant plus prisonnières d'une source unique d'information. Les réseaux sociaux se sont avérés une source importante d'information et de regard critique sur les médias. Il y a donc une relation dialectique d'influence entre médias et opinion.

Donald Trump a utilisé l'hostilité des médias à son égard (à l'exception de Fox News) pour séduire les électeurs américains. À l'inverse, les médias français ont largement favorisé l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence française.

À l'heure des nouvelles technologies de l'information et de la communication, le monopole des gouvernements sur l'information a disparu. L'information verticale, de haut en bas, sans interaction avec le public, qui fut l'apanage des médias de masse, a cessé. Le public est à la fois récepteur et émetteur d'information. Il peut remettre en cause directement ce qui est diffusé dans les médias, qui travaillent désormais sous un certain contrôle du public. Mais celui-ci peut aussi avoir tendance à aller vers les médias qui confirment son opinion.

Les réseaux sociaux sont parfois accusés de faciliter la circulation de *fake news* (fausses nouvelles). La libre expression engendre ce risque, mais les médias *mainstream* n’ont pas toujours été exempts de reproches sur ce point. Et une fausse nouvelle diffusée sur les réseaux sociaux peut être critiquée, voire démentie.

21



Barack Obama a affaibli les États-Unis

Inaction face à la montée en puissance de la Chine, concessions excessives face à l'Iran et Cuba, signature de l'accord de Paris sur le climat contraire aux intérêts américains, vision irénique du monde et manque de leadership, Barack Obama a été accusé par Donald Trump d'avoir affaibli les États-Unis.

Barack Obama estimait avoir été élu pour mettre fin aux guerres aventureuses dans lesquelles George W. Bush avait lancé les États-Unis, non pour en déclencher de nouvelles. Sa priorité a été un retrait maîtrisé des troupes américaines d'Afghanistan et d'Irak. Cependant, la constitution d'un État islamique sur une partie des territoires irakien et syrien a fait dire aux Républicains que si Bush avait gagné la guerre, Obama avait perdu l'Irak ; ce qui est injuste car la situation catastrophique de la région a pour origine la guerre lancée par les Américains en 2003.

En Syrie, on peut reprocher à Obama de ne pas avoir fait respecter les lignes rouges qu'il avait tracées : il avait indiqué que les États-Unis interviendraient en cas d'usage d'armes chimiques par le régime syrien mais n'a pas réagi, en août 2013, lorsque cette utilisation a été avérée. Cette inaction a cependant été rattrapée par un accord de désarmement de l'arsenal chimique syrien, sponsorisé par les Russes. Face à la guerre civile syrienne, c'est l'ensemble de la communauté internationale qui s'est révélée impuissante. Si les Russes se sont engagés aux côtés de Bachar al-Assad, ni B. Obama, ni les Occidentaux, ni les pays du Golfe, n'ont voulu être entraînés dans un conflit de grande ampleur, le

contre-exemple irakien étant présent chez tous, ainsi que les problèmes que peuvent susciter les interventions militaires occidentales dans la région. Sur ces points, ce sont les Républicains classiques qui reprochent à B. Obama son inaction. D. Trump était de son côté également hostile aux interventions militaires extérieures.

Certains ont reproché à B. Obama de ne pas suffisamment mériter le Prix Nobel de la paix qui lui a été attribué en 2009. Il n’a pas pu avancer dans la résolution du conflit israélo-palestinien : après avoir demandé l’arrêt de la colonisation, il a assisté impuissant à sa poursuite, le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, bénéficiant d’un large soutien au Congrès.

Mais B. Obama était président lorsque Ben Laden a été éliminé. Il a fait un usage massif de drones pour éliminer des personnes accusées de terrorisme par les États-Unis au Pakistan et au Yémen. Il a, avec l’accord du 14 juillet 2015 sur le nucléaire iranien, réussi une réconciliation historique avec Téhéran, après 36 ans de brouille. De même, il a su rétablir les relations diplomatiques avec Cuba, rompues depuis le début des années 1960. Ces deux rapprochements ont néanmoins été qualifiés par la droite américaine et surtout par Donald Trump de recul face à des régimes dictatoriaux. Enfin, il a considérablement amélioré l’image des États-Unis dans le monde, catastrophique après les deux mandats de George W. Bush.

Le « déclin relatif » des États-Unis résulte plus de l’émergence des autres puissances que de son action particulière. C’est une évolution structurelle que B. Obama a plus ralentie qu’accélérée. Ainsi, tout en préservant la spécificité américaine, il a adopté une approche plus « multilatéraliste » que son prédécesseur.

Sa philosophie peut être résumée de la manière suivante : les États-Unis ne peuvent résoudre seuls tous les problèmes du monde, mais sans les États-Unis aucun grand problème du monde ne peut être résolu. B. Obama a également déclaré qu’une intervention militaire américaine ne peut être la seule ni même la principale composante du leadership. Malgré la montée en puissance des programmes militaires russe et chinois, les États-Unis gardent une très large avance en ce domaine. Le taux de chômage a été réduit en 2015 à 5,5 % de la population active, un taux particulièrement bas. L’économie américaine est sortie de la grave crise de 2008, même si les inégalités restent importantes. La révolution du gaz de schiste, intervenue pendant son mandat, offre aux États-Unis une autonomie énergétique qu’ils avaient perdue. Contrairement à George W. Bush, son prédécesseur, et à Donald Trump, son successeur, Barack Obama s’est engagé dans la lutte contre le réchauffement climatique.

À la fin de son mandat, les ressorts de la puissance américaine étaient toujours présents. Les États-Unis avaient toujours le premier PNB mondial, et le dollar restait encore la monnaie de référence ; les entreprises américaines étaient toujours les plus puissantes et occupaient des positions dominantes dans de nombreux domaines, notamment dans les nouvelles technologies (les GAFA sont à elles seules des puissances mondiales). L'Amérique exerce toujours un effet d'attractivité très fort sur les élites du monde, continue à démontrer des capacités d'intégration tout à fait remarquables et sa culture populaire (cinéma, musique, etc.) a toujours une position incomparable dans le monde. Les États-Unis, la société et le mode de vie américains font rêver des millions d'individus. Dans ce sens, les États-Unis exercent encore un pouvoir de persuasion et d'influence dit « *soft power* » ; le *soft power* que Donald Trump a au contraire affaibli en dégradant, par sa politique et son comportement, l'image des États-Unis dans le monde.

B. Obama a eu conscience des limites de l'action des États-Unis dans un monde globalisé. Mais une grande partie des Américains, croyant toujours au mythe d'un monde unipolaire, d'une « destinée manifeste » des États-Unis, ne sont pas conscients de cette évolution majeure.

D. Trump voulait, par conviction et par narcissisme, prendre le contre-pied de B. Obama sur à peu près tous les sujets. Il estimait qu'il pouvait, par la contrainte, notamment économique, obliger les autres nations à suivre les États-Unis.

22



Biden va révolutionner la diplomatie américaine

L'élection de Joe Biden a été accueillie avec soulagement et même joie dans la plupart des capitales. Après la diplomatie brutale et hyper-unilatéraliste de Donald Trump, l'espoir d'États-Unis plus constructifs à l'égard du reste du monde est généralisé.

Joe Biden ne va cependant pas tout changer dans la diplomatie américaine. On assistera sans doute à une amélioration globale du climat des relations internationales. Donald Trump, au cours des quatre dernières années, s'est attaqué à l'ensemble des instances internationales auxquelles il n'a pas cessé de porter des coups : UNESCO, accords de Paris sur le climat, accords sur le nucléaire iranien, OMC, OMS… Sa réélection pour quatre ans aurait certainement été fatale au système international. Donald Trump était particulièrement brutal et arrogant, Joe Biden apportera un peu plus de courtoisie dans la diplomatie américaine. Il respectera, au moins dans la forme, ses homologues et les institutions internationales. Le climat international va donc globalement s'améliorer avec l'arrivée de Joe Biden. Les leaders autoritaires qui s'étaient glissés dans le sillage de Donald Trump, tel Jaïr Bolsonaro, auront par ailleurs la tâche moins facile.

Certains éléments ne changeront cependant pas. C'est le cas de la rivalité structurelle de Washington à l'égard de Pékin. Donald Trump a certes accéléré et accentué la confrontation. Mais au-delà de ses déclarations à l'emporte-pièce, cette rivalité est structurelle puisqu'il s'agit d'une lutte pour la suprématie

mondiale. Pékin rattrape au fur et à mesure la puissance américaine. Cette concurrence stratégique, économique, mais également technologique est inédite pour les États-Unis, l'URSS n'étant jamais parvenu à ce niveau de concurrence à l'époque de la Guerre froide. L'effet de rattrapage est très rapide, l'économie chinoise pesait 10 % du PIB américain à son entrée dans l'OMC en 2001, elle en représente désormais près de 70 %.

Et c'est bien sûr dans cette perspective que les États-Unis vont exiger de leurs alliés européens un soutien en affirmant la nécessité d'une alliance des démocraties face au régime communiste et autoritaire chinois. Que vont faire les Européens ? Certains seront tentés de suivre Washington dans sa lutte contre Pékin, mais d'autres voudront privilégier leurs intérêts. Bien sûr, il sera plus aisé pour Biden de convaincre certains Européens, étant moins agressif et insultant que son prédécesseur à leur égard. Pour autant, cette lutte pour la suprématie mondiale n'est pas le problème de l'Europe. L'Union européenne doit cesser de faire preuve de naïveté vis-à-vis de Washington, elle doit défendre et donc définir ses propres intérêts, notamment face à la Chine. Or les intérêts de l'Europe ne sont pas systématiquement alignés sur ceux de Washington. Bien sûr, pour la plupart des pays européens, la protection des États-Unis sur le plan stratégique reste essentielle, et ces pays ne visualisent pas l'Europe comme un acteur global dans un monde chaotique. Si l'idée d'autonomie stratégique européenne a progressé, on voit dernièrement une tentation chez certains d'abandonner ces projets avec l'arrivée de ce nouveau président, plus multilatéraliste et otanien.

Les Européens risquent de se rendre compte assez rapidement que même si Joe Biden est plus courtois que Donald Trump, il défend avant tout les intérêts des États-Unis, qui sont parfois un compétiteur économique pour l'UE. Biden ne démantèlera pas l'extraterritorialité du droit américain. Sur twitter, le spécialiste américain des relations internationales Stephen Walt posait la question de savoir qui allait entourer Joe Biden à la présidence. Ses futurs conseillers s'étaient-ils opposés à la guerre d'Irak, à la guerre en Libye ? Certainement pas. L'arrivée de Biden marque donc plutôt un retour à la tradition d'hégémonie libérale américaine qui existait sous Clinton et sous Obama. L'enjeu pour l'Europe est de continuer à progresser vers l'autonomie européenne tout en maintenant l'alliance avec les États-Unis.

Du côté de la Russie, les relations avec Washington devraient rester houleuses du fait de l'hostilité tant du Pentagone que du Congrès à l'égard de Moscou. D'ailleurs, ni Obama ni Trump, qui avaient souhaité appuyer sur le bouton « reset » des relations russo-américaines, n'y étaient parvenus.

Biden va revenir dans l’accord de Paris sur le climat, il réintégrera certainement l’UNESCO, il va arrêter les coups de boutoir contre le système onusien et rétablira la place des États-Unis au sein de l’OMS. Tout cela est positif et il faut s’en réjouir.

Il n’en est pas de même concernant l’accord sur le nucléaire iranien, que Trump avait dénoncé. Joe Biden cherchera certainement à négocier un nouvel accord. Les dirigeants iraniens sont cependant rassurés de ne plus avoir à la Maison-Blanche quelqu’un qui cherche à faire tomber le régime par l’étranglement économique. L’action de Joe Biden vis-à-vis de Téhéran restera compliquée, l’Iran ayant mauvaise presse aux États-Unis, au-delà des seuls cercles républicains.

Ailleurs au Moyen-Orient, Biden cherchera peut-être à prendre quelques distances à l’égard de l’Arabie saoudite, notamment du fait du bilan désastreux du pays en termes de droits de l’homme, comme Obama l’avait déjà fait. Pour autant, il ne rompra pas la relation d’alliance avec Riyad.

Au Proche-Orient, on a vu Mahmoud Abas, le président de l’Autorité palestinienne, se féliciter de la victoire de Joe Biden. S’il pense que cela va changer la situation au Proche Orient, il se fait des illusions. Si Biden est certainement moins militant pro-israélien que Donald Trump, il ne fera pas pression sur Israël pour mettre fin à la colonisation des territoires palestiniens. Obama lui-même n’y était pas parvenu et avait fini par faire des concessions à l’égard d’Israël en augmentant le montant de l’aide économique américaine en contrepartie de l’accord sur le nucléaire iranien. Il est très douteux que la cause de la création d’un État palestinien avance au cours du mandat de Biden. Le nouveau président américain sera donc certainement moins militant anti-iranien et moins pro-israélien que son prédécesseur sans pour autant modifier en profondeur les rapports et alliances des États-Unis dans la région.

On va donc avoir un climat plus apaisé, mais les États-Unis ne vont pas devenir multilatéralistes pour autant. L’unilatéralisme fait partie de l’ADN stratégique américain, et c’est un président jugé multilatéraliste, Bill Clinton, qui avait déclaré que les États-Unis étaient la seule nation indispensable. Cet unilatéralisme est évidemment plus vibrionnaire avec Donald Trump ou George Bush, mais il est néanmoins existant avec Barack Obama ou Bill Clinton, et ne disparaîtra donc pas avec l’arrivée de Joe Biden. Il ne faut pas se faire d’illusion : les relations internationales seront plus apaisées, mais les États-Unis continueront de chercher à imposer leur agenda et ils le feront certainement de manière plus fine que sous l’Administration Trump.

23



La Chine a un régime totalitaire

Le parti communiste exerce le monopole du pouvoir. Ni la presse ni la justice ne sont indépendantes. Les réseaux sociaux sont sous surveillance étroite. La liberté d'expression n'existe pas et la critique du régime peut conduire en prison.

Il n'y a en effet pas d'élections contestées en République populaire de Chine où le parti communiste exerce le pouvoir depuis 1949. Il n'est pas possible, sans risque, de contester sa légitimité.

Néanmoins, le terme « totalitaire » ne correspond plus à la réalité. C'était le cas jusqu'à la fin des années 1970 : Mao exerçait alors un contrôle total sur la population. On ne se risquait même pas à critiquer le régime au sein d'un couple, de peur d'être dénoncé aux instances du parti par son conjoint. Les loisirs, l'habillement, tout était décidé par l'État, le tout sur fond de dénuement et de pénuries.

Aujourd'hui, si la Chine demeure un régime autoritaire, elle n'est plus un régime totalitaire dans lequel il n'y a ni libertés publiques ni libertés privées. Les réformes économiques lancées par Deng Xiaoping ont permis aux Chinois d'accéder à un certain niveau de consommation et ont sorti 800 millions d'entre eux de la pauvreté. L'amélioration de la situation économique, si elle n'a pas abouti comme à Taïwan ou en Corée du Sud a une démocratisation totale, a néanmoins ouvert certains espaces de liberté.

Il y a 850 millions d'internautes en Chine. Même si les réseaux sociaux sont surveillés, ils ne peuvent pas être totalement contrôlés. Il existe une société civile

chinoise qui peut se faire entendre pour remettre en cause les autorités, notamment concernant la corruption, la protection de l'environnement ou la gestion de la crise du Covid-19. Si l'apparition d'Internet n'a pas débouché sur une totale liberté et s'il est vrai que depuis que Xi Jinping a pris le pouvoir en 2013 il y a eu un raidissement du régime, la vie des Chinois aujourd'hui n'a plus rien à voir avec celle de leurs parents ou grands-parents.

Il y a toujours des intellectuels dissidents qui sont emprisonnés pour leurs idées, mais il n'y a plus de goulag de masse, à l'exception des camps de détention pour la minorité ouïghoure.

Les autorités gouvernementales ont conscience qu'elles ne peuvent se maintenir au pouvoir par la seule contrainte ou répression et tentent de satisfaire les aspirations de la population.

En 2019, 150 millions de Chinois sont partis en voyage à l'étranger et aucun n'a demandé l'asile politique. Les Chinois s'habillent et peuvent se divertir comme ils le veulent. Si l'accès aux biens culturels et aux sources d'informations étrangères n'est pas illimité, il existe dans de fortes proportions alors qu'il était auparavant inexistant. La légitimité du régime passe plus par l'adhésion de la population, satisfaite de la réussite économique et d'une fierté nationale retrouvée, que par la seule répression.

Les Chinois sont en très grande majorité satisfaits d'un régime qui en deux générations a fait passer le PIB par habitant de 300 à 10 000 dollars et qui a restauré le prestige du pays face aux nations étrangères (et particulièrement occidentales, coupables des humiliations des siècles passés).

Il y a bien une répression de la minorité ouïghoure et une réelle prise de contrôle de Hong Kong par Pékin, contrairement aux promesses du principe « une nation, deux systèmes ». Mais globalement, la vie des Chinois n'a plus rien à voir avec un système totalitaire où y compris le quotidien des citoyens était décidé par le régime.

24



La Chine va dominer le monde

La Chine connaît une croissance constante, comprise entre 6 et 10 % par an depuis près de trente ans, et représente le deuxième PIB mondial. Rien ne peut l'arrêter ; elle dépassera les États-Unis d'ici une génération. La nature de son système politique la conduira à vouloir soumettre les autres nations et dominer le monde.

Au début du XVe siècle, la flotte impériale chinoise de l'amiral Zheng He était la plus puissante du monde par le nombre de ses navires (300 contre 3 pour Christophe Colomb) et de ses marins et par la modernité de ses technologies (gouvernail d'étambot, boussole, cartes maritimes, etc.) qui lui permettaient de naviguer en haute mer. Cette flotte parcourut le monde, allant jusqu'aux côtes africaines et peut-être plus loin. Mais ces expéditions d'exploration ne débouchèrent sur aucunes conquêtes coloniales. Un changement de la politique impériale entraîna le repli de la Chine sur elle-même, la destruction de la flotte et des plans des navires. Deux générations plus tard, Espagnols et Portugais traversaient les mers, entamant la domination européenne sur le monde.

Les Chinois utilisent cet épisode comme preuve de leur absence de volonté historique de conquête. Ils évoquent fréquemment leur « émergence pacifique ». Le but des dirigeants chinois serait simplement de retrouver l'unité du pays, mise à mal par les puissances européennes avec la signature de traités inégaux au XIXe siècle. Après le retour de Hong Kong et de Macao, les appétits territoriaux de la Chine se limiteraient à la réintégration de Taïwan, et la mise au pas de Hong Kong. Du point de vue économique également, la Chine ne ferait que retrouver la place qui fut la sienne au XIXe siècle, époque durant laquelle elle

représentait à elle seule 30 % de l'économie mondiale, il est vrai dans un monde non globalisé.

Au-delà des intentions, certains éléments objectifs pourraient venir limiter la possibilité pour la Chine de dominer le monde. Tout d'abord, il est difficile de maintenir durablement des courbes de croissance économiques aussi fortes. Mais, si la crise du Covid-19 est née en Chine, elle l'a moins frappée économiquement (croissance nulle en 2020 contre des pertes de PIB d'environ 10 % pour ses rivaux).

D'autres estiment que le déséquilibre entre les régions riches et les régions pauvres est un problème, et que l'unité du pays pourrait en être affectée, les riches régions côtières ne voulant pas éternellement supporter le coût de la solidarité avec les régions les plus démunies. La Chine pourra-t-elle enfin être longtemps à l'abri des revendications politiques et sociales ? Sera-t-il encore possible pour le parti communiste chinois, tout en s'adaptant à l'économie de marché, d'accaparer la totalité du pouvoir ? Comment la Chine va-t-elle affronter le vieillissement de sa population et les dépenses sociales qu'il induit ? Comment faire face à l'immense défi de la lutte contre la pollution ?

Alors que Deng Xiaoping avait pour slogan « cacher sa force, prendre son temps », Xi Jinping n'hésite pas à proclamer que la Chine va devenir la première puissance mondiale.

Certes, en plus d'être une puissance régionale (ses ambitions en mer de Chine inquiètent les pays riverains), la Chine comptera de plus en plus sur la scène internationale : elle a un siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, est membre de l'OMC depuis 2001 et participe de plain-pied au G20 qui se substitue au G7. Elle a créé la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (*Asian Infrastructure Investment Bank* – AIIB), dont l'objectif est de concurrencer le FMI et la Banque mondiale avec un capital équivalent à celui de cette dernière. Son ambitieux projet de « nouvelles routes de la soie » est un vaste programme d'infrastructures de niveau mondial. Elle est également très active sur les autres continents, économiquement et diplomatiquement (en Afrique, par exemple). Elle n'aura pas pour autant les pleins pouvoirs : son *soft power* reste limité, et sa montée en puissance suscite des suspicions, en Asie et dans les pays occidentaux. D'ailleurs, on peut tout simplement se demander s'il est possible pour un seul pays – quelles que soient sa taille et sa démographie – de dominer le monde. La Chine sera certainement prochainement la première puissance mondiale. Mais cela ne lui permettra pas pour autant de dominer le monde.

25



Il y a une guerre froide Chine/ États-Unis

La montée des tensions entre Washington et Pékin, sur fond de rivalité stratégique et de concurrence des modèles de régimes, suscite une nouvelle guerre froide comparable à celle qui existait entre l'URSS et les États-Unis.

Du temps de la Guerre froide soviéto-américaine, Moscou et Washington étaient à la tête d'alliances globales qui étendaient leurs ramifications dans le monde entier. Tous les conflits impliquaient un protagoniste lié soit à Moscou soit à Washington. On ne voit rien de semblable dans les conflits actuels qui n'opposent jamais, même indirectement, Pékin à Washington. L'Union soviétique avait de fait pour objectif de rattraper militairement les États-Unis, et y est parvenue. C'est d'ailleurs cette course aux armements qui a en grande partie ruiné son économie. Aujourd'hui, l'avantage militaire des États-Unis à l'égard de Pékin est très net. Les dépenses militaires américaines s'élèvent à 738 milliards de dollars tandis que les dépenses militaires chinoises n'atteignent que 200 milliards de dollars.

L'Union soviétique n'avait jamais dépassé 40 % du PIB américain. Aujourd'hui, le PIB chinois est toujours inférieur au PIB américain, mais il en représente déjà 65 % et devrait atteindre 75 % du fait de la crise économique liée à la pandémie de Covid-19 (–10 % pour le PIB américain contre une croissance nulle pour la Chine). L'avantage économique des États-Unis est donc réel, mais il en train de diminuer. Contrairement à ce qui existe entre Pékin et Washington,

il n’y avait presque aucune relation économique entre l’Union soviétique et les États-Unis. De surcroît, l’économie chinoise du XXIe siècle est complètement intégrée à l’économie mondiale, ce n’était pas le cas de l’économie soviétique.

Contrairement à l’URSS, la Chine n’a pas l’ambition d’instaurer le communisme à l’échelle mondiale. La Chine est une puissance dirigée par un parti communiste dont les deux forces motrices sont le nationalisme et le capitalisme, deux concepts éloignés des thèmes prônés par Karl Marx, Lénine ou Mao. Mais les références au marxisme-léninisme sont désormais plus formelles que réelles. La population adhère au régime non pas parce qu’il est communiste, mais parce qu’il est performant économiquement et que la puissance nationale est en passe d’être retrouvée. Les Chinois ambitionnent surtout de redevenir la première puissance qu’ils étaient au XIXe siècle, mais cette fois dans un monde globalisé. Pour leur part, les États-Unis souhaitent rester la première puissance mondiale. Le combat actuel n’est plus idéologique, mais une lutte pour la suprématie mondiale.

À la fin des années 1960 et au début des années 1970, Nixon et Kissinger, constatant d’une part le déclin relatif des États-Unis en grande partie dû à la guerre du Vietnam et d’autre part la montée en puissance de l’URSS, ont décidé d’entamer une période de détente, car ils savaient que la Guerre froide ne jouait plus en leur faveur et qu’il fallait trouver des arrangements avec l’Union soviétique. Or aujourd’hui, face à la montée en puissance de la Chine, les États-Unis de Donald Trump font l’inverse et l’hostilité à l’égard de la Chine est le seul point de la politique étrangère de Donald Trump qui soit partagé par les démocrates. Ils préfèrent accentuer la rivalité au risque de se confronter à une Chine de plus en plus agressive. Les deux pays parviendront-ils eux aussi à la détente ? Les États-Unis peuvent-ils accepter de se faire doubler et de perdre leur place de leader mondial ?

26



Les droits de l'homme sont la cause de la rivalité Chine/États-Unis

Les États-Unis sont une démocratie au sein de laquelle la société civile est libre et puissante. Après avoir combattu la dictature communiste soviétique, les États-Unis relèvent le défi chinois. Ils mettent en cause la nature répressive communiste à l'opposé des valeurs américaines.

S'il y a bien une différence de nature entre les régimes, elle n'est pas la seule ni même la principale raison de la rivalité, qui est de nature géopolitique.

Communiste ou non, les États-Unis ne pouvaient pas supporter, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, qu'un pays contrôle à lui seul le continent eurasiatique. L'opposition à l'URSS était donc politique mais surtout géopolitique.

À partir des années 1970, la détente est venue diminuer l'hostilité entre Moscou et Washington sans que le régime soviétique ne se libéralise pour autant. Au cours de la guerre froide, les États-Unis se sont accommodés de la nature dictatoriale de nombreux régimes – y compris de la Chine communiste – à partir du moment où ils étaient des alliés dans la rivalité stratégique contre l'Union soviétique.

Aujourd'hui, Donald Trump critique la Chine à propos de la répression à l'encontre des Ouïghours, la prise totale de contrôle de Hong Kong et des pressions vis-à-vis de la démocratie taïwanaise. Tout ceci existe bien dans la réalité. Mais ce ne sont pas les droits de l'homme qui sont la cause majeure de

l'hostilité des États-Unis à l'égard de la Chine populaire. Ils sont plutôt le prétexte permettant de critiquer Pékin que la cause réelle des divergences sino-américaines. Car aujourd'hui, dans de nombreuses autres circonstances, les États-Unis ne témoignent pas de la même préoccupation à l'égard des droits de l'homme et de la démocratie. Donald Trump a même par exemple décrit le leader de la Corée du Nord, Kim Jong-Un, comme un ami alors que la répression y est sans commune mesure par rapport à la Chine. Il entretient également d'excellentes relations avec l'Arabie saoudite et de nombreux autres régimes où la liberté ne fleurit pas particulièrement.

Ce qui crée en réalité l'angoisse et l'hostilité des États-Unis, c'est la montée en puissance de la Chine et la perspective d'être rattrapés puis dépassés et d'être délogés de la place de numéro un mondial qu'ils occupent depuis 1945. En 2001, lorsqu'elle a adhéré à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), la Chine représentait 10 % du PIB américain. Elle en est aujourd'hui à 65 %. Avec la crise du Covid-19 qui va déboucher sur une croissance nulle en Chine mais sur un recul de dix points du PIB américain, elle va parvenir à 75 %. Et la question n'est plus de savoir si la Chine va dépasser les États-Unis, mais quand elle le fera. Or les droits de l'homme apparaissent comme un sujet plus fédérateur et plus présentable en termes d'opinion publique et de combat pour la conquête du cœur et des esprits.

Donc, oui, la Chine peut porter atteinte aux droits de l'homme, mais non ce n'est pas le motif principal de la rivalité Pékin/Washington qui est avant tout suscité par la montée en puissance de la Chine qui va supplanter, à terme, les États-Unis.

27



L’Europe est un nain politique

Géant économique, l’Europe est un nain stratégique. Elle ne joue pas un rôle de « global player » (acteur global) sur la scène internationale, se contentant d’être un « global payer ».

L’Europe n’a pas la puissance stratégique des États-Unis. Elle n’en a pas les moyens militaires. Elle est encore divisée sur certains sujets essentiels, comme l’a montré l’opposition entre les partisans et adversaires de la guerre d’Irak de 2003. Les nouveaux venus de l’Union européenne (UE), anciens membres du pacte de Varsovie, ont une attitude bien plus méfiante à l’égard de la Russie, des réfugiés ou de l’islam que les autres pays membres. Tous les pays de l’UE n’ont pas une ambition ou les moyens d’une ambition internationale.

L’OTAN vient assurer le besoin de sécurité et de nombreux pays européens pensent qu’il est inutile, voire dangereux, de trop s’écarter des États-Unis. Certains disent que si les pays européens avaient eu le dollar comme monnaie, ils n’auraient jamais créé l’euro, dressant un parallèle avec ce que l’OTAN représente en matière de sécurité.

Si la France n’a pas réussi à faire partager aux autres pays européens son concept d’« Europe puissance », les choses évoluent néanmoins. La puissance militaire est importante mais ne permet pas de résoudre tous les problèmes sur le plan stratégique, comme l’ont montré les échecs en Afghanistan et en Irak. On remarque aujourd’hui les points de désaccord, alors qu’auparavant ils étaient plutôt la norme. L’UE a réussi à définir une position commune sur des questions aussi essentielles que la lutte contre le réchauffement climatique, l’aide au

développement, la lutte contre les grandes pandémies. Mais elle n'a pas su se montrer unie face à la « crise des réfugiés ». La réforme des institutions pour créer une présidence stable (deux ans et demi) du Conseil européen et un haut représentant de l'UE pour les affaires extérieures, à la tête d'un service diplomatique commun, permettent une meilleure coordination. Il est difficile d'adopter des positions communes à 28 (ou 27), on se dirige donc vers une Europe à plusieurs vitesses, pour permettre à quelques-uns d'avancer plus rapidement.

L'Europe joue un rôle important de prévention des conflits, et le couple franco-allemand a réussi à faire adopter un plan de cessez-le-feu (accords de Minsk) entre la Russie et l'Ukraine en février 2015. Elle est dotée d'un *soft power* non négligeable. Elle est considérée comme une puissance pacifique et représente un ensemble politique constitué et plus fortement uni que les autres organisations régionales. Elle a surtout l'habitude du multilatéralisme dans un monde où ce dernier est de plus en plus nécessaire. Les problèmes actuels de l'Europe sont surtout liés à son ralentissement économique, mais avec 7 % de la population, 25 % du PIB mondial et 50 % des dépenses sociales mondiales, elle demeure attractive.

Le nouvel exécutif européen mis en place après les élections de 2019, sous la présidence d'Ursula von der Leyen, semble vouloir affirmer les capacités géopolitiques de l'Union européenne. Après avoir réagi en ordre dispersé, les pays européens ont pris une décision forte en adoptant un plan de relance de 750 milliards d'euros, qui constitue une réelle avancée.

28



L'Allemagne domine l'Europe

Forte de sa supériorité démographique et économique, l'Allemagne est en train d'imposer ses volontés au reste de l'UE, dont elle apprécie le leadership. Nous sommes en train d'assister à l'émergence d'une Europe allemande, l'Allemagne devenant moins européenne. A. Merkel est le leader de l'UE.

Avec 83 millions d'habitants (contre 67 pour la France qui arrive en deuxième position), un PIB de 3 951 milliards de dollars (contre 2 780 pour la France) qui représente environ 30 % de la zone euro, un taux de chômage qui atteint 5 % de la population, alors que la moyenne de l'UE est de 10 %, et un excédent commercial bien supérieur à 200 milliards d'euros, la bonne santé de l'Allemagne la distingue des autres membres de l'UE. La nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen est une femme politique allemande.

L'Allemagne a donc formidablement digéré la réunification : 84 % des Allemands pensent que leur pays est la nation dominante au niveau politique et économique en Europe, et ce plus que dans le passé.

Après la crise de 2008, l'Allemagne, dont le tissu industriel est en grande partie composé de petites et moyennes entreprises (PME) stables ayant de larges parts de marché à l'exportation, souffre moins que les autres pays de la zone euro de la baisse de la demande intérieure. La rigueur de sa gestion et sa puissance industrielle en font une exception.

Mais elle connaît aussi des poches de pauvreté et se situe à la 13e place des pays de l'OCDE en matière d'inégalités de revenus. Elle est perçue comme étant

devenue arrogante dans son règlement du problème de la dette, notamment au sein des pays du Sud, imposant des plans de rigueur aux conséquences sociales douloureuses. Cela a réveillé une germanophobie dans ces pays et plus particulièrement en Grèce, où certains ont été jusqu'à rappeler le souvenir de la Seconde Guerre mondiale ou même, pour les plus excessifs, oser une comparaison entre Merkel et Hitler. L'Allemagne est alors jugée égoïste et triomphaliste. Elle se pense vertueuse et veut rappeler aux autres pays les règles de discipline budgétaire et économique, refusant de combler des déficits permanents. Elle bénéficie également de l'effacement britannique, qui se tient hors de la zone euro et qui, sur le plan stratégique, ne s'est pas encore relevé de la guerre d'Irak de 2003. Mais la sortie prévue du Royaume-Uni la prive d'un allié libéral au sein de l'UE.

Les problèmes économiques de la France ont permis à l'Allemagne d'établir un rapport de force relativement favorable avec son principal partenaire. Néanmoins, les Allemands sont soucieux de ne pas apparaître comme trop arrogants et savent que la dégradation de leur image pourrait être, non seulement politiquement, mais également économiquement, dangereuse. Leur faible taux de natalité (1,4 enfant par femme contre 2,1 pour la France) est un facteur de faiblesse future, même si l'accueil d'environ 1 million de réfugiés va donner un coup de fouet démographique à l'Allemagne. Angela Merkel s'est montrée généreuse dans l'accueil de réfugiés – dont l'Allemagne a besoin – mais sa gestion unilatérale du dossier a été critiquée par les autres États membres de l'UE.

Par ailleurs, l'Allemagne n'a pas les éléments d'une puissance stratégique, n'a pas de capacités de projection militaire, n'est pas membre permanent du Conseil de sécurité et ne possède évidemment pas l'arme nucléaire. Les accords de cessez-le-feu de Minsk entre l'Ukraine et la Russie n'auraient pas été possibles sans l'intervention décisive de la France. Sur le dernier plan d'aide à la Grèce, l'Allemagne a finalement dû faire des concessions.

Si le rapport de force avec la France a évolué en sa faveur, la majorité des responsables allemands ont conscience que le couple franco-allemand reste indispensable et qu'une Allemagne profondément ancrée dans l'UE est la meilleure condition de sa puissance et de sa prospérité. Vouloir trop pousser à son avantage risquerait de lui faire subir le contrecoup d'un rejet pénalisant. L'Allemagne doit subir l'hostilité affichée de D. Trump, qui souligne son excédent commercial à l'égard des États-Unis.

Lors de la crise du Covid-19, Berlin a accepté de briser deux tabous : la limite du déficit budgétaire et le refus d'une dette commune. L'Allemagne a compris

qu’elle subirait les conséquences négatives si ses partenaires européens, notamment du Sud, étaient plongés dans une crise de long terme. On a vu une Allemagne européenne et non une Europe allemande.

29



Le Brexit est une catastrophe pour l’Union européenne

Le 23 juin 2016, les électeurs du Royaume-Uni se sont prononcés par référendum en faveur d’une sortie de l’UE. Le Brexit (« British exit ») renforce l’affaiblissement de l’UE et pourrait être le début de sa décomposition, entraînant d’autres départs.

C’est la première fois qu’un pays décide de quitter l’UE. Jusqu’ici, la Communauté économique européenne (CEE), puis l’UE, s’étaient régulièrement élargies, passant de 6 à 28. C’est une des raisons qui expliquent le choc ressenti par la plupart des 27 autres États membres. Le résultat du référendum n’est pas pour autant la catastrophe annoncée. Le Brexit va notamment permettre de clarifier la situation. Le Royaume-Uni, qui était jusqu’ici un partenaire important mais surtout réticent au projet de construction européenne, ne pourra plus jouer le rôle de frein intérieur. Les réticences du Royaume-Uni vis-à-vis de l’UE existaient de longue date, et celui-ci n’a d’ailleurs jamais joué de rôle moteur dans la construction européenne.

L’Europe et les dirigeants européens pourraient saisir cette opportunité pour engager l’UE sur une nouvelle voie. Jusqu’à présent, les dirigeants européens se sont montrés insensibles, voire dédaigneux, face aux récriminations populaires. Il y a pourtant une réelle fatigue des Européens vis-à-vis des politiques d’austérité et un sentiment de n’être pas suffisamment écoutés dont il faut tenir compte. Le Brexit est un avertissement pour les instances européennes, bien qu’un « effet domino » ne soit pas réellement envisageable.

Les regrets exprimés par des partisans du vote « *Leave* » quelques heures après la victoire du Brexit, ainsi que les immenses difficultés économiques qui s'annoncent pour le Royaume-Uni, prouvent bien que le référendum britannique, loin de déclencher un effet d'entraînement qui amènerait les pays européens à s'engager à leur tour vers une sortie de l'UE, va finalement servir d'arme de dissuasion. La sortie du Royaume-Uni va permettre de mettre en lumière par l'absurde les bénéfices à tirer de l'appartenance à l'UE. Même si les hommes politiques britanniques tentent de jouer la montre, ils vont faire les frais de cette décision et, paradoxalement, prouver l'utilité de l'UE pour ses pays membres. Si les dirigeants européens prennent les bonnes décisions, l'UE pourrait finalement sortir renforcée du Brexit.

Le Royaume-Uni en sera lui fortement affaibli. Au-delà du coût économique intrinsèque à la sortie de l'UE, c'est aussi la crédibilité du pays qui est en jeu. L'Écosse pourrait se séparer du Royaume-Uni pour pouvoir préserver sa place dans l'UE. Si sécession il devait y avoir, ce serait une perte extrêmement importante pour la considération, le statut et le prestige du Royaume-Uni. La question de la frontière entre les deux Irlandes est également hautement problématique. Ce dernier va entrer dans une phase de déclin stratégique.

Par ailleurs, les Britanniques vont affaiblir leurs liens transatlantiques et perdre de la pertinence à l'égard des États-Unis. Le Royaume-Uni est un partenaire stratégique pour les États-Unis à condition d'être influent et de relayer les volontés américaines en Europe. En s'engageant sur la voie de la sortie de l'UE, le Royaume-Uni abandonne *de facto* ce rôle et sera considéré comme moins utile. Les Américains vont estimer que le Royaume-Uni n'est plus apte à servir leurs intérêts au sein d'un continent moins stratégique qu'auparavant à leurs yeux. Finalement, le Brexit va éloigner Londres de Washington. D'autre part, le Royaume-Uni va devoir renégocier la totalité de ses accords commerciaux, jusqu'ici régis par l'UE, mais avec un rapport de force moins favorable.

Les immenses difficultés politiques suscitées par la mise en œuvre du Brexit ont porté le discrédit sur la classe politique britannique, incapable de se mettre d'accord sur les termes et moyens du processus trois ans après le vote par référendum. Alors que le Parlement britannique était un modèle de démocratie, il a perdu une grande partie de son prestige du fait d'interminables débats qui ont usé trois Premiers ministres en trois ans.

Désormais, il est nécessaire que l'UE montre sa capacité à apporter des réponses aux problématiques du continent, sans toutefois engager un nouvel approfondissement qui serait rejeté par les populations européennes.

Le plan de relance de 750 milliards d’euros adopté par l’UE après la crise du Covid-19 a du, pour être adopté, dominer les résistances des pays dits frugaux (Pays-Bas, Autriche, Danemark, Suède). Si le Royaume-Uni avait encore été membre de l’UE, il aurait probablement bloqué ce plan.

30



La Chine et la Russie forment une nouvelle alliance

Face à la puissance américaine et à la politique jugée agressive de Donald Trump, Moscou et Pékin ont formé une alliance, qui n'est pas sans rappeler celle de l'époque de Mao et Staline.

Après la prise de pouvoir par Mao Tsé-toung en 1949, Moscou et Pékin ont formé une alliance idéologique et stratégique, mise à l'œuvre lors de la guerre de Corée, entre 1950 et 1953. Mais, rapidement, la Chine n'a plus voulu être le fidèle second de l'alliance mondiale communiste dirigée par l'URSS et a souhaité marquer son indépendance. C'est la raison qui l'a amenée à se doter de l'arme nucléaire. La rupture devint officielle en 1961. La rivalité nationale, qui en était le véritable motif, est masquée par des querelles idéologiques. L'antagonisme entre les deux grandes puissances communistes était en tout cas réel. Nixon et Kissinger ont d'ailleurs joué la carte chinoise contre l'URSS à partir de 1972.

Deng Xiaoping pacifia les relations sino-soviétiques dans les années 1980.

L'hypothèse de la reconstitution de cette alliance avait déjà été évoquée lors de la guerre du Kosovo en 1999, menée sous la houlette des États-Unis par tous les pays de l'OTAN et à laquelle Chinois et Russes s'étaient opposés, au moins diplomatiquement. Alors que la Russie était affaiblie et ne s'opposait pas aux États-Unis dans les années 1990, elle va de nouveau mettre en œuvre une politique de puissance après l'arrivée de V. Poutine au pouvoir. La montée en

puissance de la Chine la conduit également à tenir tête aux États-Unis. Elle a refait surface lors de la guerre d'Irak puis lors de l'intervention militaire occidentale en Libye. Chinois et Russes votent généralement ensemble au Conseil de sécurité des Nations unies, promeuvent tous deux la non-ingérence dans les affaires extérieures et s'opposent de manière générale régulièrement aux Occidentaux.

En 2019, comme ce fut déjà le cas au cours des dernières années, la Russie et la Chine organisent des manœuvres militaires communes.

Il est certain que la politique américaine constitue un facteur de coopération renforcée entre les deux capitales, qui coopèrent déjà dans le cadre des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud qui incarnent le « monde émergent » face aux puissances occidentales). Les sanctions occidentales à l'encontre de la Russie, après l'annexion de la Crimée, sont un motif supplémentaire de rapprochement. Ce dernier a ses limites. La Russie représente un intérêt économique mineur pour la Chine. La différence de développement économique entre les deux pays est à l'avantage de la Chine qui est, par ailleurs, dix fois plus peuplée que la Russie. Son PIB est sept fois plus important et ses dépenses militaires presque trois fois plus.

La Russie ne veut pas s'inscrire dans un tête-à-tête déséquilibré avec la Chine. Quant à cette dernière, elle a besoin de l'accès au marché américain pour maintenir sa vigueur économique.

31



Kim Jong-un est fou

Capable d'invectiver le monde entier, de menacer d'une guerre nucléaire les États-Unis, de faire assassiner des « opposants » au régime, de terroriser sa propre population par une implacable répression, le leader nord-coréen est souvent qualifié de fou.

Que Kim Jong-un soit négativement perçu, non seulement dans le monde occidental, mais partout ailleurs – y compris chez son protecteur chinois qui n'apprécie pas son caractère « incontrôlable » – est une réalité. Comme le fait qu'il soit à la tête du dernier État totalitaire de la planète, où il n'y a aucune liberté publique ou privée et où le contrôle sur la population est absolu. Cette dernière souffre par ailleurs de fortes privations et est coupée du reste du monde.

Mais, il ne faut pas confondre valeurs et rationalité. K. Jong-un peut être considéré comme quelqu'un de détestable ; il n'est pas pour autant fou. Derrière ses provocations, son raisonnement est parfaitement rationnel. Son objectif n'est ni le bien-être de sa population ni une popularité internationale, mais bel et bien de demeurer au pouvoir et de maintenir un régime fondé par son grand-père, qu'il avait lui-même hérité de son père. Ce qu'il parvient à faire, la Corée du Nord ayant même inventé un système tout à fait singulier de communisme héréditaire.

Alors que les deux Corées étaient à peu près au même niveau économique lors de la guerre de 1950, l'écart est aujourd'hui abyssal en faveur du Sud. On pourrait penser que la priorité accordée au domaine militaire, qu'il s'agisse des armes balistiques ou même de l'arme nucléaire, détourne des ressources – déjà

rares – allouées aux besoins de la population. Il est également craint que K. Jong-un se lance dans une offensive militaire contre la Corée du Sud ou le Japon, préalable au déclenchement d'une troisième guerre mondiale, opposant en outre la Chine et les États-Unis.

Mais l'arme nucléaire de la Corée du Nord n'a pas pour objectif de se venger du Japon ou de réunifier la Corée par la force. K. Jong-un, comme auparavant son père, sait très bien que s'il se lançait dans une guerre, l'écart de puissance avec ses adversaires le conduirait à une défaite inéluctable et donc à son renversement. Cependant, il sait également que la possession d'arme nucléaire est une assurance-vie pour son régime et lui-même, dissuadant les États-Unis, le Japon ou la Corée du Sud de l'attaquer. Si ces derniers sont certains de remporter une guerre éventuelle, ils savent aussi que les bombardements nord-coréens pourraient atteindre Séoul et Tokyo.

K. Jong-un est – pas vraiment à tort – persuadé que si Mouammar Kadhafi ou Saddam Hussein avaient disposé de l'arme nucléaire, ils seraient encore en vie et au pouvoir. C'est pour ces raisons que la situation actuelle a de grandes chances de se maintenir. K. Jong-un ne renoncera pas à l'arme nucléaire, mais ne se lancera pas dans une aventure militaire, car l'un et l'autre signifieraient la fin d'un régime qui survit depuis 1945, malgré son indéniable échec économique et l'impitoyable répression mise en place.



Les guerres et conflits

32



La puissance militaire n’est plus utile

Au sortir de la guerre froide et après la disparition de la menace soviétique, on a beaucoup parlé des « dividendes de la paix », ce qui avait conduit à l’espoir de fortes réductions des dépenses militaires mondiales.

La compétition Est/Ouest avait conduit Soviétiques et Américains à se lancer dans une coûteuse course aux armements. Elle avait entraîné un relatif déclin des États-Unis et littéralement épuisé l’Union soviétique. À l’inverse, les pays privés d’autonomie stratégique après la Seconde Guerre mondiale, comme l’Allemagne et le Japon, paraissaient bénéficier d’une santé économique insolente. Il n’en fallut pas moins pour penser que la force militaire était un critère de puissance dépassé. L’Organisation des Nations unies (ONU) n’avait-elle pas réussi à faire jouer les règles de la sécurité collective pour la guerre d’Irak, de 1990 à 1991 ? Il n’était plus nécessaire et devenait même contre-productif de consacrer une trop grande part de sa richesse aux dépenses militaires. Non seulement, elles ne contribuaient plus à la sécurité d’un pays, mais elles venaient au contraire l’affaiblir.

Pourtant, ce ratio entre part du PIB consacrée à la Défense et bonne santé économique n’est pas aussi évident. Il est vrai qu’avec 20 % de sa richesse consacrée à l’armement, l’URSS s’est économiquement affaiblie. Mais d’autres raisons expliquent l’échec du système soviétique (bureaucratie, absence d’initiative, etc.). Si le Japon était certes en bonne santé avec seulement 1 % de

son PIB consacré à la Défense, on trouve également des exemples contraires. Taïwan qui dépensait 10 % de son PIB pour sa Défense était en meilleure santé économique que de nombreux pays africains qui y consacraient moins de 1 %. De plus, mis à part l'épisode de la guerre d'Irak en 1990-1991, la fin de la guerre froide n'a pas débouché sur la mise en place d'un réel régime de sécurité collective ; par conséquent, la préservation de capacités de défense était la condition même de l'autonomie et de l'indépendance.

Dans un monde qui n'est pas entièrement régi par le droit, la possession de capacités de défense permet toujours d'assurer son indépendance politique. À l'inverse, trop compter sur sa puissance militaire pour régler des différends politiques peut amener à de graves erreurs stratégiques et développer l'insécurité, comme le montre l'échec américain en Irak depuis 2003. En Irak et en Afghanistan, malgré leur suprématie militaire, les États-Unis ont échoué, tout comme l'intervention franco-britannique en Libye. Les guerres de « contre-insurrection » semblent vouées à l'échec pour les puissances intervenantes extérieures. Les États-Unis réalisent aujourd'hui à eux seuls presque la moitié des dépenses militaires mondiales, sans pour autant estimer que leur sécurité est assurée. Par ailleurs, et de façon assez irrationnelle, la course aux armements a été relancée aux États-Unis, en Asie et dans les pays du Golfe. L'Europe voit également ses dépenses militaires repartir à la hausse.

33



Le choc des civilisations est inévitable

Entre le monde occidental, dominant mais en recul, et le monde musulman, dominé mais en expansion, l'affrontement est inévitable. Leurs valeurs sont par nature irréconciliables. De l'Afghanistan à la guerre d'Irak, en passant par les attentats du 11 Septembre, l'actualité démontre au quotidien la justesse de cette thèse.

Le « choc des civilisations » est une thèse qui fait grand bruit depuis plus de vingt ans. Développée en 1993, après l'effondrement soviétique, par Samuel Huntington, un universitaire américain, elle a été largement reprise, commentée et contestée après les attentats du 11 septembre 2001. Selon S. Huntington, les guerres allaient changer de nature. Elles avaient auparavant opposé rois et princes. Après la Révolution française, ce furent des nations toutes entières qui s'affrontèrent. Au XXe siècle, les idéologies (nazisme, communisme, capitalisme démocratique) prirent le relais. Depuis la chute du mur de Berlin, les guerres opposent les aires culturelles et les civilisations. S. Huntington évoquait surtout la lutte entre la civilisation musulmane, dominée mais en expansion, et la civilisation occidentale, dominante mais en recul. Il ajoutait que les frontières de l'islam étaient sanglantes, car la civilisation musulmane utilisait plus souvent que les autres civilisations le conflit comme moyen politique, et que ceux auxquels elle participait étaient plus violents que les autres.

Difficile de voir pourtant la responsabilité de l'islam dans les deux guerres mondiales, dans le goulag soviétique ou chinois. Un des exemples sur lesquels s'appuyait S. Huntington – la guerre du Golfe de 1990-1991 – montrait

d’ailleurs au contraire que de nombreux pays arabes, à majorité musulmane avaient participé aux côtés des États-Unis (pays majoritairement chrétien) à une guerre contre l’Irak (pays arabe et musulman). Il est vrai néanmoins que la problématique des relations entre le monde occidental et le monde musulman a pris une importance fondamentale. Par exemple, le conflit du Proche-Orient, qui pouvait dans les années 1970 être jugé comme un conflit régional parmi d’autres, occupe désormais une place stratégique centrale. Mais la création d’un axe Riyad-Emirats arabes unis-Tel-Aviv face à l’Iran montre les limites de la théorie du choc des civilisations.

Les civilisations ne sont pas monolithiques, mais surtout, S. Huntington commet l’erreur de penser que l’histoire est déjà écrite et que ces deux civilisations vont nécessairement se faire la guerre. Rien n’est automatique, tout dépendra des décisions politiques qui seront prises par les dirigeants et les peuples. Musulmans et Occidentaux peuvent très bien vivre en bonne entente, mais une succession de décisions politiques négatives pourrait également accentuer la possibilité d’un affrontement. Ce serait une erreur de penser que la guerre des civilisations est inéluctable. Cela en serait une autre de croire qu’elle ne surviendra jamais. Les attentats terroristes, la guerre d’Irak de 2003, ainsi que d’autres interventions militaires ont contribué à élargir l’hostilité entre le monde musulman et occidental.

34



La Russie est une menace pour l'Occident

Vladimir Poutine, qui règne d'une main de fer sur la Russie, veut prendre sa revanche sur les Occidentaux qu'il accuse d'avoir affaibli son pays à la fin de la guerre froide. Après avoir annexé la Crimée en Ukraine, il fait peser une menace militaire sur les pays européens.

Vladimir Poutine a déclaré que la disparition de l'Union soviétique était « la pire catastrophe géopolitique du XXe siècle ». Veut-il pour autant la recréer ? Non. Il regrette l'équilibre des forces existant à l'époque, mais il est assez lucide pour savoir qu'il ne peut pas y revenir. Il a déclaré : « Celui qui ne regrette pas l'Union soviétique n'a pas de cœur, mais celui qui veut la recréer n'a pas de tête. » Il veut conserver une zone d'influence dans son *étranger proche*, qu'il craint de voir adhérer à l'OTAN (la Géorgie et l'Ukraine).

L'annexion de la Crimée, internationalement illégale, est un cas spécifique. Elle a été réalisée après une révolution en Ukraine présentée comme un coup d'État par la Russie. La population de la Crimée, majoritairement russophone, craignait de ce fait d'être privée de ses droits culturels par le nouveau pouvoir antirusse à Kiev. La Crimée avait aussi été rattachée à l'Ukraine par Khrouchtchev dans le cadre des frontières internes de l'Union soviétique. Lors de l'implosion de cette dernière en 1991, le président ukrainien avait proposé à B. Eltsine de régler la question de la Crimée, ce que ce dernier avait refusé.

La Crimée abrite la base navale de Sébastopol, gage d'accès aux mers chaudes

pour la Russie. V. Poutine est très certainement un dirigeant autoritaire qui, estimant avoir été floué par les Occidentaux, défend par tous les moyens l'intérêt national russe et mène une politique d'opposition frontale. Il dénonce l'élargissement de l'OTAN, la guerre du Kosovo et la mise en place d'un système de défense antimissile par les Américains qui, selon lui, mettent en cause la dissuasion russe. V. Poutine a bâti une grande partie de sa popularité interne en Russie sur la critique de l'Occident. Mais, quelles que soient ses intentions, il n'a pas les moyens de s'en prendre directement à lui. En Occident, ses réseaux d'influence sont relativement faibles et sa capacité militaire ne lui permet pas de représenter une véritable menace.

La Russie n'a plus rien à voir avec ce qu'était l'URSS, qui disposait d'une parité stratégique avec les États-Unis. Pourtant, les milieux stratégiques américains ont, par tradition, habitude et conformisme, la même perception stratégique de la Russie que de l'URSS à l'époque de la guerre froide. Son budget militaire est de 60 milliards de dollars, contre 250 pour les pays européens de l'OTAN et 736 pour les États-Unis. Le PIB de la Russie représente moins du 10e du PIB américain. La dénonciation de la menace militaire russe est donc surtout avancée par l'OTAN pour lui permettre d'augmenter les dépenses militaires occidentales, certains stratèges américains (minoritaires) et paradoxalement Donald Trump lui-même, estiment que les sanctions contre la Russie ont pour seul conséquence de la pousser dans les bras de la Chine, qui constitue le véritable défi géopolitique pour Washington.

35



Le conflit sunnite-chiite structure le monde arabe

Le clivage chiite-sunnite est devenu la ligne de fracture stratégique la plus importante au Proche-Orient. Un arc chiite, regroupant l'Iran, l'Irak, la Syrie et le Hezbollah libanais, est en train de se constituer. En expansion, il menace les régimes sunnites et explique la montée des tensions entre l'Arabie saoudite et l'Iran.

Née d'une guerre de succession après la mort du prophète Mahomet, et ayant des causes plus politiques que théologiques, la division entre chiites et sunnites est réelle sur le plan religieux. Ce clivage a été relancé après la révolution en Iran, où l'ayatollah Khomeiny impose un régime théocratique chiite. Mais l'opposition de l'Iran avec les pays arabes du Golfe ne repose pas que sur des motifs religieux : il existait également une lutte d'influence entre un régime révolutionnaire et des régimes conservateurs comme l'Arabie saoudite, venant se greffer sur l'opposition Perses-Arabes, ainsi que sur la nature du lien avec les États-Unis (d'alliance pour Riyad, d'hostilité pour Téhéran). La guerre qui oppose Bagdad à Téhéran était liée à un conflit territorial. Si l'Iran a aidé à la création du Hezbollah au Liban, parti chiite, il a également établi un système d'alliance avec le Hamas, sunnite. Il soutient en Syrie Bachar al-Assad, alaouite, branche lointaine du chiisme, mais les liens avaient initialement été établis pour créer une alliance contre l'Irak de Saddam Hussein.

La dénonciation d'un arc chiite, mise en avant par Abdallah de Jordanie, a été reprise par Hosni Moubarak et les monarchies du Golfe, pour obtenir une aide

occidentale – surtout américaine. La différence religieuse existe mais n'est qu'un élément parmi d'autres du clivage. La question des relations avec Israël et les États-Unis est davantage structurante. L'Iran soutient plus l'Arménie chrétienne contre l'Azerbaïdjan chiite ; Téhéran agit ainsi plus en fonction de ses intérêts nationaux que de la solidarité religieuse. À Bahreïn, la menace chiite a été agitée pour réprimer une contestation, avec l'aide de l'Arabie saoudite et l'assentiment des États-Unis. Il s'agissait en fait plus d'une contestation politique et sociale que religieuse. La grande rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Iran est plus nationale et stratégique que religieuse. Du temps du Chah d'Iran, allié des États-Unis, il y avait moins d'hostilité entre Riyad et Téhéran.

Le Qatar a des relations moins antagonistes avec l'Iran que l'Arabie saoudite, alors que les deux sont sunnites wahhabites. À l'été 2017, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis déclaraient un blocus à l'encontre du Qatar. L'État islamique s'oppose aussi bien au pouvoir chiite de Bagdad qu'aux minorités chrétiennes et aux Kurdes qui sont majoritairement sunnites.

Le clivage sunnite-chiite existe. Les rivalités stratégiques peuvent le nourrir et lui donner une réalité stratégique qu'il n'avait pas initialement. Ce clivage prend de l'ampleur. Il ne fournit pas pour autant une grille de lecture générale des conflits de la région.

36



Le conflit israélo-palestinien est une guerre de religion

Le conflit israélo-palestinien oppose deux peuples de religions différentes qui luttent pour le contrôle de lieux saints. L'extrémisme religieux qui se développe des deux côtés rend illusoire la survenance d'un accord de paix.

Israël ne comporte pas que des citoyens juifs, puisqu'il y a une importante minorité arabe représentant 20 % de la population. Les Palestiniens élisent des députés, mais ces derniers ne sont jamais inclus dans aucune coalition gouvernementale. Une loi adoptée en 2018 faisant d'Israël un État juif vient remettre en question leur statut. Majoritairement musulmans, les Palestiniens sont également composés d'une minorité chrétienne qui est cependant en diminution du fait d'une plus faible natalité et d'un choix plus fréquent de l'exil (qui ont été les bâtisseurs de l'État d'Israël).

En Israël, les séculiers s'opposent régulièrement aux religieux (dont le taux de natalité est bien plus élevé) sur de nombreux sujets de société. Les premiers estiment que les seconds veulent imposer leur volonté et leur mode de vie. Le système politique israélien proportionnel qui favorise la représentation des petits partis, indispensables pour créer une coalition gouvernementale, leur a permis d'obtenir de nombreux avantages.

Dans le passé, les juifs ont vécu en terre musulmane une cohabitation paisible. Après avoir été chassés d'Espagne par la reine Isabelle en 1492, ils ont été nombreux à s'établir en territoire ottoman. Ils avaient un statut mineur (dhimmi),

payaient un impôt supplémentaire, étaient privés de certains droits, mais ne subissaient pas de violences antisémites comme en Europe.

Considérer le conflit israélo-palestinien comme religieux revient à dire qu'il ne sera jamais résolu puisqu'aucun des deux peuples ne va abandonner sa religion. L'extrémisme religieux se développe des deux côtés, notamment du fait de la prolongation du conflit et du climat d'hostilité voire de haine qu'il suscite. En Palestine, le Hamas se réclame de l'islam (radical) politique. Il est dans la lignée des frères musulmans. Il a gagné les dernières élections organisées sur l'ensemble de la Palestine en 2006. Il a pris le contrôle de la bande de Gaza la même année. Mais son succès ne s'explique pas plus par des raisons politiques que religieuses. Il s'est surtout développé après la mort de Y. Arafat, figure tutélaire laïque du mouvement palestinien. Il doit son succès à l'établissement d'un réseau d'aide sociale, mais surtout à sa dénonciation des accords d'Oslo et son opposition radicale à Israël. La fin du processus de paix est venue conforter ses positions auprès de nombreux Palestiniens, qui ont vu leurs conditions de vie se dégrader depuis 2001. En Israël, on assiste depuis la fin du processus de paix à un glissement continu de l'opinion vers la droite et l'extrême droite. Si la droite religieuse reste puissante, les colons se réfèrent souvent à elle, les partis séculiers ne sont plus guère engagés en faveur d'un accord avec les Palestiniens. C'est en fait tout le « camp de la paix » qui se trouve très minoritaire. Le refus de partager Jérusalem pour en faire la capitale des deux États palestinien et israélien est l'objet d'un large consensus en Israël.

Le conflit est avant tout territorial et politique. Les Israéliens ne veulent pas convertir les Palestiniens au judaïsme, les Palestiniens ne cherchent pas à ce que les Israéliens se convertissent à l'islam. Les ultras religieux israéliens (comme les évangélistes protestants) considèrent que les Israéliens doivent contrôler ce qui est aujourd'hui la Palestine occupée parce que cela correspond aux terres bibliques de la Judée-Samarie. Il y a également une lutte pour l'esplanade des mosquées, lieu saint de l'islam, qui pour les ultras religieux juifs est bâtie sur le mont du temple (ancien site du temple de Jérusalem).

Dans le passé, on a failli atteindre des accords de paix qui ne mettaient pas en cause l'identité y compris religieuse des deux peuples. La dimension religieuse est donc un facteur aggravant du conflit, mais il n'est pas le déclencheur et n'en constitue pas un obstacle incontournable. La volonté politique, ici comme ailleurs, peut permettre de débloquer la situation. Mais force est de reconnaître qu'elle n'existe pas pour le moment et que l'inaction de la communauté internationale, qui n'a pas de cause religieuse, en est en grande partie responsable.

37



La Corée du Nord peut déclencher une troisième guerre mondiale

Dernier régime totalitaire à la surface de la planète, doté d'armes nucléaires et de missiles balistiques, ayant à sa tête un leader fantasque, la Corée du Nord pourrait être à l'origine d'un nouvel affrontement mondial.

En 2017, Kim Jong-un, le leader nord-coréen, a procédé à de nombreux envois de missiles balistiques, malgré les protestations des autres pays. Deux d'entre eux sont passés au-dessus du Japon et il a menacé d'en envoyer sur les États-Unis. De son côté, le président américain, Donald Trump, a déclaré que la Corée du Nord pourrait connaître « le feu et la colère », évoquant une « riposte militaire massive ». La situation de la péninsule coréenne inquiète les chancelleries et observateurs internationaux et revient régulièrement à la Une de l'actualité.

Si le régime nord-coréen inquiète légitimement (l'un des plus répulsifs de la planète et, de fait, le dernier régime réellement totalitaire), ses dirigeants ne sont pas irrationnels pour autant. Kim Jong-un a hérité de son père, dont le père avait lui-même fondé le régime après la Seconde Guerre mondiale. Le but de ce régime n'a jamais été de conquérir la Corée du Sud ou d'attaquer le Japon, mais de se maintenir au pouvoir, ce qu'il sait perdu d'avance en cas de conflit.

Le régime nord-coréen, ouvert à une perspective de dénucléarisation sous le mandat de Bill Clinton, s'est durci, notamment après le discours sur « l'axe du mal », prononcé en janvier 2002 par George W. Bush. Il y plaçait en effet la

Corée du Nord aux côtés de l'Irak et l'Iran. De plus, Kim Jong-un estime – pas entièrement à tort – que Saddam Hussein et Mouammar Kadhafi seraient toujours en vie et au pouvoir s'ils avaient bénéficié de l'arme nucléaire. Il n'y a donc aucune chance, à court ou moyen terme, qu'il accepte d'y renoncer.

D'un autre côté, malgré ses rodomontades, D. Trump n'avait pas beaucoup de solutions militaires à sa portée. S'il attaquait la Corée du Nord, il était certain de gagner la guerre. Cependant, entre-temps, les villes de Séoul ou Tokyo pourraient avoir été détruites. La Chine n'arrive pas à ramener la Corée du Nord à des attitudes moins provocatrices mais ne souhaite pas la chute du régime, qui provoquerait la réunification de la Corée et la présence de troupes américaines à ses frontières. En réalité, personne ne souhaite réellement la réunification : le Japon craint un renforcement de la Corée à terme ; la Corée du Sud n'a pas les moyens de payer une réunification qui entraverait rapidement son développement économique ; les États-Unis souhaitent, quant à eux, conserver leur présence stratégique dans la zone.

De son côté, le régime nord-coréen pense que l'ouverture entraînerait sa chute. Il maintient donc un contrôle total de sa population. La situation de la péninsule coréenne risque d'inquiéter encore longtemps, des tensions y ressurgissant régulièrement, sans qu'elle ne débouche pour autant sur un conflit ouvert.

Donald Trump a tenu deux sommets spectaculaires avec Kim Jong-un en 2018 et 2019, sans pour autant faire avancer la dénucléarisation de la Corée du Nord.

38



Il y aura une guerre Chine/États-Unis

La montée en puissance de la Chine met en danger la suprématie américaine. La menace chinoise a remplacé la menace soviétique, l'affrontement entre la puissance dominante (les États-Unis) et la puissance montante (la Chine), dont les systèmes politiques sont par ailleurs antagonistes, est inéluctable.

Cette affirmation sous-entend que la Chine va remplacer l'Union soviétique comme partenaire/adversaire des États-Unis. Les États-Unis se sont longtemps demandé si la Chine était un partenaire ou un rival stratégique. La montée en puissance de la Chine est incontestable : bien que sa croissance ait ralenti ces dernières années, elle reste aux environs de 6 % et représente le deuxième PIB mondial. En 2001, année de l'adhésion de la Chine à l'OMC, le PIB chinois représentait 10 % du PIB américain. En 2020, ce chiffre est de 65 % et la crise du Covid-19 a eu pour effet d'accélérer le rattrapage. Selon certaines projections, son PIB pourrait dépasser le PIB américain d'ici dix ou quinze ans. C'est la théorie du « piège de Thucydide », pour reprendre l'analyse du grand historien grec de la guerre du Péloponnèse. Sparte, puissance dominante, mais déclinante, ne pouvant accepter la montée en puissance d'Athènes, a provoqué une guerre qu'elle a perdue. La première puissance mondiale historique ne peut supporter de se voir dépasser par la seconde.

Mais vu de Washington, ce n'est pas tellement à l'Union soviétique de la guerre froide que l'on pourrait comparer la Chine d'aujourd'hui, mais plutôt au Japon des années 1980. Contrairement à l'Union soviétique, la Chine ne conteste

pas l’ordre mondial, ni même le système américain. Elle veut simplement s’intégrer et prendre la meilleure place possible. Elle s’accommode parfaitement d’un capitalisme (américain) qui sert ses propres intérêts et a d’ailleurs adhéré à l’OMC en 2001.

Le « danger » chinois est davantage dans la compétition commerciale et économique que livre Pékin à Washington que dans la rivalité entre deux systèmes antagonistes. Il s’agit plus de rivalités nationales classiques. Certes, la Chine se distingue de la position américaine sur de nombreux sujets diplomatiques. Pourtant, elle n’a pas réagi de façon très virulente après la destruction de son ambassade à Belgrade par un missile américain lors de la guerre du Kosovo de 1999. De même, la Chine s’est très modérément opposée à la guerre d’Irak, et l’a fait avec moins de vigueur que la France, l’Allemagne ou la Russie.

Mais pour les États-Unis, habitués à être la première puissance mondiale de façon incontestable depuis 1945, la perspective d’être rattrapés et dépassés par la Chine, produit un sentiment d’angoisse tant chez les Républicains que chez les Démocrates.

Pour les Chinois, le maintien du marché américain, qui leur permet d’engranger un excédent commercial important et de stimuler l’appareil productif national, est primordial. On peut même dire que du point de vue économique, Chinois et Américains ont en fait partie liée. Les trois quarts des 1 200 milliards de dollars de réserves de change chinoises sont réinvestis aux États-Unis, ce qui permet d’éviter une chute du cours du dollar. Cependant, la Chine n’hésite plus, depuis 2009, à remettre en cause le rôle du dollar comme monnaie internationale. Depuis 2006, des officiels chinois et américains se rencontrent tous les six mois pour un « dialogue économique stratégique » qui doit permettre de résoudre les distorsions économiques entre les États-Unis et leur second partenaire commercial (après le Canada). Les principales demandes américaines portent sur la réduction des excédents commerciaux chinois, une réévaluation du yuan, et une protection accrue, sur le marché chinois, de la propriété intellectuelle. Donald Trump, au cours de la campagne électorale de 2016, a affirmé vouloir réduire le déficit commercial américain à l’égard de la Chine *via* des taxes à l’importation. Il s’est lancé dans une guerre de tarifs sur certains produits d’importation à l’issue incertaine, à laquelle la Chine a immédiatement réagi. Mais son hostilité à la Chine est le seul aspect de sa diplomatie partagée par les démocrates. La crise du Covid-19 a amplifié la rivalité entre les deux pays qui sera l’élément structurant des relations internationales pour les années à venir. Mais la dissuasion nucléaire empêche

cette rivalité de se transformer en conflit armé.

39



Les sanctions internationales sont efficaces

Évitant le recours à la guerre, les sanctions économiques permettent de faire plier un État contrevenant à l'ordre international et de le contraindre à adopter une attitude plus conforme à l'intérêt général. Elles sont la marque d'une société internationale régie par le droit.

Le terme de « sanctions » n'apparaît pas dans la Charte des Nations unies, qui parle de « mesures » ou « d'actions ». Elles relèvent du chapitre 7, allant de l'embargo à l'interdiction de déplacement, peuvent concerner les secteurs culturel ou sportif et avoir un fort impact symbolique. Elles peuvent même aller jusqu'à l'emploi de la force.

Avant la fin de la guerre froide, le Conseil de sécurité des Nations unies n'a pas pu adopter beaucoup de régimes de sanctions. Chaque membre permanent protégeait ses alliés par son droit de veto. Les sanctions et leurs menaces ont néanmoins été efficaces pour faire plier l'Afrique du Sud et la contraindre à mettre fin au régime de l'apartheid, succès le plus éclatant.

En 1990, le Conseil de sécurité décide de recourir à la force si l'Irak ne s'est pas retiré avant le 15 janvier 1991 du Koweït, qu'il a annexé. C'est la première fois que l'usage de la force est réalisé avec succès dans les conditions prévues par la Charte. Dans les années 1990, les sanctions vont se multiplier. Une quinzaine de décisions vont être prises en ce sens.

Au-delà de leur apparente efficacité, plusieurs questions ont été posées sur les

sanctions. Les sanctions économiques touchent souvent plus la population que le régime. L’embargo sélectif sur de nombreux produits, décidé contre l’Irak, a causé la mort de 500 000 personnes, dont de nombreuses femmes et enfants, sans pour autant affaiblir le régime politique de Saddam Hussein. De plus, le PIB par habitant de l’Irak a été divisé par dix et les systèmes éducatifs ou de santé ont été atteints. Des sanctions ont été décrétées à l’égard de la Corée du Nord, isolant le pays sans mettre plus en difficulté les autorités.

Ces restrictions pèsent sur les populations, pas sur les cercles dirigeants. De plus, la répétition des sanctions isole le pays sans réellement mettre en difficulté le régime, car ce dernier joue sur la peur de son effondrement. L’embargo mis en place contre Cuba entre 1961 et 2014 a eu un impact sur l’économie du pays, sur le niveau de consommation des Cubains, mais n’a pas affaibli le régime castriste. Fidel Castro est resté au pouvoir pendant que dix présidents américains se sont succédé à Washington. Des sanctions décidées par les pays occidentaux à l’égard de la Russie à la suite de l’annexion de la Crimée en 2014 sont venues gêner Moscou, mais moins que la baisse du cours du baril de pétrole, et ont eu également des aspects économiques négatifs pour les pays qui les avaient décrétées.

L’époque où les Occidentaux pouvaient décréter des sanctions qui pénalisaient réellement les autres pays est révolue. Ils n’ont plus le monopole de la puissance. Il ne faut pas confondre sanctions *internationales* et sanctions *occidentales*, de même qu’il ne faut pas confondre communauté *internationale* et communauté *occidentale*. Des sanctions purement et uniquement occidentales ne peuvent avoir qu’un effet limité, du fait de l’émergence des autres puissances et de la multipolarisation du monde. Pour réussir, il faut que les sanctions soient suivies le plus largement possible et soient donc décidées collectivement, de façon réellement globale, comme ce fut le cas contre l’Afrique du Sud et l’Irak en 1990. Il faut également cibler les dirigeants et épargner les populations.

40



Trump était un va-t-en-guerre

Au cours de la campagne électorale pour les élections présidentielles de 2016, Hillary Clinton avait mis en garde les électeurs américains sur le risque de confier l'arsenal nucléaire américain à Donald Trump, sous-entendant qu'il serait capable de déclencher une guerre nucléaire par absence de contrôle de soi.

Les déclarations brutales et à l'emporte-pièce de Donald Trump ont fait craindre qu'il ne déclenche une nouvelle guerre, en privilégiant la politique de force et par rejet de la diplomatie. Il avait fait campagne sur la nécessité de restaurer un leadership américain et de refaire de son pays la puissance mondiale numéro un de façon incontestée et incontestable. Au cours de la crise vénézuélienne de 2018-2019, il n'a pas exclu la possibilité d'une solution militaire pour y mettre fin, laissant penser que les États-Unis pourraient intervenir pour renverser le président Maduro. Son bras de fer avec l'Iran a fait craindre que n'éclate – accidentellement ou volontairement – une guerre dans le golfe arabo-persique.

Le président américain a songé à confier à l'armée américaine la surveillance de la frontière avec le Mexique. En 2017, il a laissé planer la perspective d'un affrontement militaire avec la Corée du Nord faisant craindre à certains une guerre contre une puissance nucléaire liée de surcroît à la puissance chinoise. Il a considérablement augmenté les dépenses militaires américaines, pourtant déjà conséquentes, en les faisant passer en deux ans de 600 à 720 milliards de dollars. Il n'a cessé de demander à ses alliés européens et asiatiques d'augmenter leurs dépenses militaires.

S’il voulait manifestement assurer une domination du monde par les États-Unis, ce n’était pas par le biais de l’intervention militaire, estimant que les différentes interventions américaines depuis la fin de la guerre froide avaient plutôt affaibli les États-Unis et n’avaient par ailleurs pas permis d’emporter de victoires.

Les Américains estiment que les États-Unis n’ont pas à exporter la démocratie et veulent rompre avec la politique d’hégémonie libérale développée à partir des années 1990. Selon cette théorie, les États-Unis par devoir moral et par intérêt national, doivent œuvrer à développer dans le monde des systèmes démocratiques, quitte à le faire en mettant en place des opérations de changement de régime. Contrairement à ses prédécesseurs, Trump ne prône pas l’établissement de régimes démocratiques partout dans le monde. Cet engagement était d’ailleurs à géométrie très variable. Il est en ce sens plutôt en phase avec l’opinion publique américaine, moins interventionniste que les élites et qui estime qu’il faut d’abord couvrir les besoins intérieurs des États-Unis. Trump juge que le pouvoir de coercition des États-Unis est bien plus fort sur le plan économique du fait de l’application extraterritoriale de la législation américaine et qu’il peut imposer ses volontés aux autres nations sans recourir à la guerre.

Il souhaitait plutôt se désengager d’Europe et d’Asie et c’est pour cela qu’il demandait aux Européens, à la Corée du Sud et au Japon d’augmenter leur budget militaire et par ailleurs leurs achats d’armement aux États-Unis.

S’il souhaitait manifestement se débarrasser des régimes iranien, vénézuélien et cubain, c’était plus par le biais de sanctions, d’embargo et d’étouffement économiques en imposant aux autres nations des restrictions au commerce avec ces pays. Il a ainsi proclamé un embargo sur le pétrole vénézuélien et iranien, espérant que du fait des privations que cela allait engendrer, les populations de ces pays allaient se retourner contre leurs gouvernements et le renverser. Il théorise le concept de « pressions maximales », menaçant les États qui continueraient d’acheter du pétrole à ces pays de leur fermer le marché américain et même de les sanctionner. En septembre 2019, D. Trump mettait fin aux fonctions de John Bolton, son conseiller national à la sécurité, partisan, lui, d’interventions militaires contre les régimes qu’il considère ennemis.

D. Trump engageait par ailleurs des négociations avec les talibans, dans l’espoir qu’un accord de paix puisse permettre le retrait des troupes américaines d’Afghanistan et mettre ainsi fin à la plus longue guerre jamais menée par les États-Unis.

On ne peut exclure non plus que Donald Trump jouait la « stratégie du fou » développée en son temps par Richard Nixon, consistant à faire semblant d'être prêt à tout, y compris des pires menaces militaires, pour faire peur à son adversaire et l'amener à la raison.

Il est peu probable que Donald Trump ait jamais lu Sun Tzu, mais il semblait appliquer son principe majeur selon lequel il est préférable de gagner la guerre sans livrer bataille.



La démocratie

41



Les démocraties ne font pas la guerre

Dans un système démocratique, ce sont les peuples qui ont le pouvoir de décision. Étant les premiers à souffrir des effets des conflits, ils ne souhaitent pas faire la guerre. Les dictateurs, au contraire, peuvent facilement entraîner leurs populations, qui n'ont pas voix au chapitre, dans des guerres dont elles sont les premières victimes.

Au début des années 1990, après la chute du mur de Berlin et le démantèlement de l'empire soviétique, la théorie de la paix démocratique connut une nouvelle vigueur. La menace soviétique et la désignation du bloc communiste comme l'agresseur potentiel avaient façonné les consciences occidentales tout au long de la guerre froide et étaient venues renforcer le lien entre la nature non démocratique des sociétés de l'Est et leur caractère belliqueux. À l'inverse, le monde occidental était présenté comme étant de nature pacifique, garantissant les libertés pour ses citoyens, renforçant la thèse de la paix démocratique.

A contrario, les pays d'Europe occidentale, qui au cours des siècles passés s'étaient affrontés sans fin, allant jusqu'à déclencher deux conflits mondiaux, étaient entrés depuis 1945 dans une période de paix (sur leur territoire métropolitain) confortée par l'instauration de la future Union européenne (signature en 1957 du traité de Rome), organisation uniquement ouverte aux démocraties. La guerre était devenue impensable entre les membres de la Communauté européenne, pourtant ennemis d'hier. Le développement du système démocratique dans le monde constituait la meilleure solution pour

mettre fin au risque de guerre. Le président américain Bill Clinton (1993-2001) allait faire de la paix démocratique l'un des axes majeurs de sa politique étrangère. Selon lui, soutenir la démocratie était dans l'intérêt national américain, car les États-Unis avaient intérêt à un monde pacifique où leurs valeurs libérales seraient mieux respectées. Mais cette théorie va être battue en brèche.

Si un système démocratique est évidemment préférable pour la population, démocratie ne rime pas pour autant avec paix, pas plus que dictature avec guerre (le dictateur chilien, Pinochet, l'argentin Videla, ou les généraux brésiliens au pouvoir dans les années 1980 ne se sont jamais lancés dans des guerres). En revanche, les États-Unis, puissance démocratique par excellence, se sont régulièrement lancés dans des aventures militaires pour défendre leurs valeurs ou leurs intérêts. Israël, qui se présente comme la seule démocratie du Proche-Orient, a pris l'initiative, à de nombreuses reprises, de déclencher des conflits dans la région, y compris contre la démocratie libanaise en 2006. De même, ce fut l'Inde démocratique qui attaqua le Pakistan en 1971.

Plus récemment, au nom de la protection des droits humains, les démocraties n'ont pas hésité à se lancer dans des guerres, y compris de grande ampleur. En 1999, les pays de l'OTAN (tous des régimes démocratiques) ont attaqué la Serbie (dont le président MiloŠevi**c**´, à la politique certes répressive, avait été élu), sans mandat de l'ONU et sans être en état de légitime défense, pour protéger la population du Kosovo. Si les États-Unis ont pu invoquer la légitime défense pour attaquer l'Afghanistan (le régime taliban abritant Oussama Ben Laden et des camps d'entraînement d'Al-Qaïda, instigateur des attentats du 11 Septembre sur le sol américain), ils seraient bien en peine de faire de même (ou invoquer un feu vert de l'ONU) pour justifier la guerre d'Irak en 2003, dirigé par le dictateur Saddam Hussein.

En Libye, la résolution 1973, qui permettait une intervention militaire destinée à mettre en œuvre la « responsabilité de protéger » la population, a été modifiée en cours de mission par la France et la Grande-Bretagne afin de parvenir à un changement de régime. Là encore, ce sont des démocraties qui ont lancé une guerre contre une dictature.

42



La démocratie peut s'exporter

Face à un régime dictatorial, les populations sont démunies et ne peuvent instaurer seules la démocratie. Dès lors, pour les aider à se débarrasser de la dictature et mettre fin à l'oppression, une intervention extérieure peut être nécessaire pour permettre de rétablir les libertés publiques.

Ce raisonnement a été poussé à l'extrême par les néo-conservateurs américains, qui ont justifié la guerre d'Irak notamment par la nécessité d'y établir une démocratie. Ce fut plutôt le chaos qui s'y est établi après la destruction des structures étatiques irakiennes. L'histoire montre que la guerre ou la menace de guerre a toujours pour résultat de souder une population autour de son gouvernement par réaction nationale, et ce, quelles que soient les critiques portées auparavant contre ce même gouvernement. La guerre lancée contre l'Iran par l'Irak en 1980, par exemple, a beaucoup contribué à l'instauration d'un régime répressif par Khomeiny.

Un régime se sentant en danger pourra toujours jouer sur la menace d'un péril extérieur afin de restaurer sa légitimité. Par ailleurs, le libérateur, même s'il est bien accueilli initialement, comme le montrent les exemples irakien et afghan, apparaît très vite comme un occupant, et est donc rejeté ; les personnalités locales qui participent au nouveau régime sont rapidement considérées comme des collaborateurs ; le système politique mis en place de l'extérieur, même plus libéral et démocratique, ne semble pas légitime. Les interventions militaires extérieures débouchent plus souvent sur le chaos que sur la mise en place d'un régime stable et démocratique.

La démocratie est un processus qui est à la fois lent et interne, comme nous le montre d'ailleurs l'exemple européen. Aucune démocratie existante ne s'est créée de façon instantanée, l'expérience française depuis 1789 est sur ce point éclairante, faite d'allers-retours entre des régimes républicains et démocratiques, et d'autres monarchiques, impériaux ou autoritaires. Aucune démocratie n'a été fondée par une intervention extérieure, encore moins par la guerre. Les exemples allemand et japonais, parfois cités, ne sont guère pertinents. En Allemagne, la fin de la Seconde Guerre mondiale a vu le rétablissement de la démocratie brisée par Hitler à partir de 1933. Le Japon représente un cas très spécifique, entre fin de la Seconde Guerre mondiale, maintien du régime impérial et bombardements nucléaires.

Le monde extérieur – États, ONG, opinions publiques, institutions internationales et également entreprises – peut jouer un rôle d'assistance, par la multiplication des contacts avec la société civile, par l'aide aux opposants, par l'accueil des réfugiés, par une série de mesures incitatives pour les pays en voie de démocratisation. Les démocraties durablement installées sont celles qui sont le fruit de mouvements internes de la société. Et partout dans le monde, grâce à un accès accru à l'information et aussi à l'éducation, les citoyens font de plus en plus entendre leur voix.

43



Les valeurs occidentales sont universelles

Les valeurs dites « universelles » sont parfois confondues avec les valeurs occidentales, celles-ci devant naturellement s'étendre à l'ensemble du monde. La démocratie, les droits de l'homme sont nés en Europe occidentale et se sont par la suite répandus sur les autres continents. Dès lors, ne pas accepter les normes occidentales ne pourrait qu'être le fait de régimes hostiles aux droits universels.

Le débat sur la relation entre normes universelles et normes occidentales comporte deux écueils. Le premier consiste à nier l'universalité de certains droits fondamentaux au nom d'un relativisme culturel qui justifierait de graves violations des droits humains. Le second réside dans le sentiment d'une hiérarchie des cultures. Consciemment ou inconsciemment, certains Occidentaux à vocation universaliste peuvent vouloir mener une politique de puissance aux noms d'idéaux démocratiques, le cas limite de cette tendance étant la guerre d'Irak, justifiée aux yeux de l'administration américaine par l'implantation d'un système démocratique.

La démocratie et les droits de l'homme ne seraient-ils bons que pour les peuples occidentaux ? Non, ce serait nier la très forte aspiration de tous les peuples du monde à en bénéficier. Ainsi, Asie et démocratie ont longtemps été réputées incompatibles ; pourtant la Corée du Sud et Taïwan, autrefois des dictatures, ont pu, en quelques décennies, installer de véritables démocraties où sont respectés les droits de l'opposition. L'Inde est une démocratie depuis sa création, l'Indonésie l'est devenue récemment. En Afrique, la démocratie

progresse sur tout le continent. Elle tente de faire une percée dans le monde arabe.

Hors du champ strictement politique, la guerre des valeurs continue également de faire rage, notamment dans le cadre familial qu'il s'agisse de l'égalité hommes/femmes ou de l'attitude face à l'homosexualité, pénalisée encore dans de nombreux pays, notamment musulmans. Ainsi l'ancien Premier ministre de Singapour, Lee Kuan Yew, opposait les valeurs orientales faites de respect de l'autorité et d'attention portées aux anciens à la permissivité occidentale.

Les Occidentaux relativisent parfois leurs propres turpitudes (esclavage, colonisation, guerres mondiales, Shoah). Et ce qu'on leur reproche souvent n'est pas de proclamer un attachement à leurs valeurs mais de les appliquer de façon sélective en fonction des liens d'alliance ou des relations de rivalité, les arguments moraux étant souvent le masque d'intérêts géopolitiques.

44



L'ingérence est une idée progressiste

L'ingérence est une idée généreuse fondée sur la solidarité, le refus de l'indifférence aux souffrances d'autrui et le rejet du cynisme politique dans les relations internationales. L'ingérence est souvent présentée comme une victoire du droit des individus et des peuples contre les gouvernements et les États, comme une garantie contre les violations massives des droits fondamentaux, comme une preuve de générosité et d'intérêt pour la souffrance des hommes.

Cette version de l'ingérence est née durant la guerre du Biafra (1967-1970), qui avait entraîné une terrible famine. Le silence des gouvernements avait incité à la création d'ONG telles que Médecins Sans Frontières, professant que l'urgence humanitaire pouvait justifier l'ingérence humanitaire. Cette pratique a été théorisée notamment par le juriste Mario Bettati, ainsi que par le médecin et homme politique français Bernard Kouchner. Le droit d'ingérence, terme créé par l'essayiste Jean-François Revel en 1979, est la reconnaissance du droit d'un ou plusieurs États de violer la souveraineté nationale d'un autre État, dans le cadre d'un mandat accordé par une autorité supranationale (par exemple l'ONU). Le devoir d'ingérence est l'obligation pour un État d'apporter de l'aide à une population à la demande d'une autorité supranationale.

Or, droit et devoir d'ingérence sont des notions contestées. Cette vision, d'apparence généreuse et largement répandue parmi les nations du Nord, n'est pas partagée par celles du Sud qui considèrent l'ingérence comme une arme de la puissance, un moyen d'intervenir dans les affaires des pays faibles sous

couvert d’arguments moraux. L’ingérence justifiant une intervention des pays du Nord dans les affaires intérieures des pays du Sud rappelle dès lors le colonialisme qui lui aussi s’était paré d’apparences de générosité (santé, éducation, développement, etc.).

L’ingérence se pratique d’ailleurs toujours dans le sens des pays du Nord (qui ont les moyens d’intervenir) vers les pays du Sud (où ont lieu la plupart des catastrophes humanitaires). On imagine mal un pays du Sud proposant d’intervenir dans les affaires intérieures d’un pays plus puissant. Les partisans de l’ingérence avancent que ce sont les dictatures qui s’opposent à ce concept mais les démocraties du Sud, y compris les grands émergents (Brésil, Inde, Mexique, Afrique du Sud) y sont farouchement opposées, car elles l’estiment néocoloniale. Le paradoxe est que la non-ingérence dans les affaires intérieures a longtemps été un combat progressiste afin d’empêcher les interventions des puissances coloniales ou impériales au sein des peuples du Sud. La Charte de l’ONU est bâtie sur le principe de la non-ingérence afin justement de protéger les États faibles.

Les pays du Sud mettent en avant l’application sélective de l’ingérence en fonction du degré d’animosité avec le pays concerné, et non pas en fonction de l’ampleur de la violation constatée des droits fondamentaux. Le problème réside à la fois dans le pouvoir de décision (qui décide de l’ingérence, selon quels critères et quelles modalités ?) et de son application sélective (pourquoi agir dans tel cas et ne rien faire face à une situation moralement comparable mais qui implique des États avec lesquels on a des relations différentes ?). Pour être légitime – et donc efficace – l’ingérence doit être décidée sur une large base multilatérale. Mais une intervention décidée par le Conseil de sécurité de l’ONU ne serait plus de l’ingérence, mais l’application de la charte des Nations Unies.

L’ancien secrétaire général de l’ONU, Kofi Annan, avait évoqué la « responsabilité de protéger » afin d’empêcher à la fois l’instrumentalisation du principe de souveraineté par les dictateurs et celui d’ingérence par les grandes puissances.

Ce dernier a été mis en œuvre par la résolution 1973, en 2011, pour protéger la population de Benghazi en révolte contre le colonel Kadhafi. La Russie et la Chine se sont abstenues, permettant l’adoption de la résolution. Mais la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis ont transformé l’intervention militaire en cobelligérance avec les insurgés, transformant la mission de protection de la population en ingérence classique, ce qui risque d’entraver sa mise en œuvre future, comme en témoigne le blocage persistant à l’ONU concernant la Syrie.

45



La *realpolitik* est amorale

C'est au nom de la realpolitik que les démocraties ont parfois toléré, voire aidé, des dictatures et ont foulé aux pieds les principes moraux sur lesquels elles affirment être bâties.

En relations internationales, la *realpolitik* (mot d'origine allemande) est une politique visant à l'efficacité, sans considération de doctrine ni de principes. Pourtant, cette notion de *realpolitik* reste ambiguë pour beaucoup, le réalisme étant souvent pris comme la renonciation à des aspirations universelles et morales.

L'appropriation de la *realpolitik* par Richard Nixon et Henry Kissinger – en opposition à la tradition « morale » ou « moraliste » américaine – est venue contribuer au discrédit de ce concept. Elle s'est accompagnée d'un cynisme absolu concernant, par exemple, dans un premier temps l'extension de la guerre du Vietnam ou l'aide apportée au coup d'État contre Salvador Allende au Chili en 1973, tout en s'accommodant de l'existence de l'Union soviétique, puissance considérée comme immorale (Ronald Reagan en parlera plus tard comme étant « l'empire du Mal »). Mais elle a également conduit à une politique de « détente » soviéto-américaine.

Prise au sens étroit du terme, la *realpolitik* serait, au mieux, l'accommodement de la situation existante, au pire, le sacrifice de l'intérêt général au profit d'un intérêt national particulier. Une définition plus moderne de la *realpolitik* s'oppose à la posture consistant à prendre des positions au nom de la morale sans prendre en considération les moyens et/ou difficultés pour y parvenir, et les

résultats concrets que pourrait avoir la politique qui est recommandée en théorie.

À l'extrême, l'angélisme peut aggraver la situation, plutôt que l'améliorer. On a vu dans certaines circonstances que le débat sur la morale n'était d'ailleurs pas entre États d'un côté, ONG de l'autre, mais peut-être plus entre ONG réellement engagées sur le terrain et intellectuels engagés avant tout sur la scène médiatique. Mener une véritable *realpolitik* pourrait consister en un ensemble d'actions visant à une transformation positive de l'état du monde à partir d'une analyse réaliste du rapport de force. La *realpolitik* peut être liée au réalisme, pas forcément au cynisme. Il est parfois trop facile de prendre des « postures morales » que l'on sait impossible à mettre en œuvre. Comme le proclame l'ancien ministre des Affaires étrangères français Hubert Védrine, « il y a pire que la realpolitik, c'est l'irrealpolitik ». L'enfer peut être pavé de bonnes intentions ou parfois la morale est mise en avant pour diaboliser l'adversaire, mais n'est en fait qu'un prétexte pour masquer une politique de puissance. La dénonciation des violations des droits de l'homme, si elle est sélective et non-universelle, en est l'exemple. Une approche rapide de la realpolitik revient à la confondre avec des politiques de puissances qui nient les droits humains. Elle peut aussi être une politique de sagesse consistant à tenir compte des rapports de force existant pour les modifier. Egon Bahr, théoricien de l'Ostpolitik, avait cette formule « pour modifier un statut quo, il faut d'abord le reconnaître ».



L'islam est incompatible avec la démocratie

Aucun pays musulman n'est une démocratie. Au contraire, la plupart de ces pays sont des dictatures où la place de la religion étouffe tout développement de la société civile. La femme y a toujours un statut mineur.

S'il est vrai que la plupart des pays musulmans ne sont pas des démocraties, la généralisation de l'incompatibilité entre l'islam et la démocratie est abusive et ne se vérifie d'ailleurs pas dans les faits. Elle provient de deux erreurs de perspective. D'une part, le monde musulman est assimilé au monde arabe ; or, l'Asie du Sud et du Sud-Est compte trois fois plus de musulmans que les pays arabes, et les pays arabes sont aussi les patries de communautés chrétiennes. D'autre part, le conflit israélo-arabe est transposé dans une logique du modèle de la guerre froide comme étant un conflit entre démocratie (Israël) et dictatures (pays arabes).

Le monde arabe est en effet très en retard en ce qui concerne la démocratisation et le développement humain, ce qui d'ailleurs a été déploré dans les rapports successifs du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), réalisé par des Arabes eux-mêmes.

Paradoxalement, les Palestiniens, qui n'ont pas d'État reconnu, ont un système démocratique qui a pu engendrer des élections débouchant sur une véritable alternance politique. Le Hamas est un mouvement d'opposition ayant remporté les élections législatives de janvier 2006 dans des conditions de transparence

vérifiées par la communauté internationale. Problème de taille, cependant : le Hamas est considéré comme un mouvement terroriste par Israël et les pays occidentaux, qui ont rompu les relations avec le gouvernement palestinien. De fait, l'environnement géopolitique (permanence du conflit israélo-palestinien, soutien des États-Unis à Israël, guerre d'Irak, conflit syrien) donne une grande popularité dans les pays arabes aux formations radicales et antiaméricaines.

Mais les mouvements de démocratisation dans les autres pays arabes n'ont pas toujours été aidés – c'est le moins que l'on puisse dire – par les pays occidentaux qui ont souvent privilégié la stabilité des régimes en place au détriment de la démocratie. Ce fut le cas, par exemple, après le coup d'État militaire en Égypte en 2013. Dans le reste du monde musulman, la démocratie peut exister. C'est le cas notamment en Turquie de façon assez ancienne, même si constitutionnellement l'armée se voit toujours accorder des droits spécifiques. Après un coup d'État manqué en juillet 2016, le président Recep Tayyip Erdoğan durcit le régime, revenant sur de nombreux acquis démocratiques.

Le pays musulman le plus peuplé du monde, l'Indonésie, est devenu une réelle démocratie après la fin du régime mis en place par un coup d'État en 1965. La Malaisie se démocratise également.

Le régime du président Musharraf au Pakistan a été soutenu par le monde occidental au nom de la lutte contre le terrorisme. Chacun s'accommode des régimes dictatoriaux d'Asie centrale au nom du même principe.

En ce qui concerne les droits des femmes, les pays arabes et musulmans connaissent des situations très contrastées, du plus obscurantiste au plus libéral. Mais, même dans les sociétés occidentales, l'émancipation des femmes, pour être réelle, n'est pas très ancienne. Par exemple, les Françaises n'ont le droit de vote que depuis 1944.

Les Arabes, comme les autres, souhaitent la démocratie. Ce sont les circonstances historiques et géopolitiques qui en ont retardé l'émergence. Les dictatures ont été soutenues par les Occidentaux au nom de la lutte contre le communisme et l'islamisme. Le développement des sociétés civiles produira, ici comme ailleurs, un mouvement de démocratisation. Le « printemps arabe » n'a pas apporté la démocratie partout, mais les révolutions sont des processus tortueux et souvent émaillés de soubresauts.

La Tunisie est la vitrine démocratique du monde arabe avec une alternance acceptée par le parti islamiste en octobre 2014. Au Soudan, la révolte populaire a eu raison du régime dictatorial d'Omar el-Bechir en 2019. En Algérie, elle a empêché Abdelaziz Bouteflika de postuler à un 5e mandat. Le « Hirak » poursuit

sa lutte pour un changement en profondeur du régime.

Ainsi, le déficit démocratique dont souffrent de nombreux pays musulmans n’est pas lié à la religion mais aux circonstances géopolitiques et historiques. Il n’existe donc pas de « malédiction démocratique de l’islam ».

47



L'Afrique n'est pas mûre pour la démocratie

Absence de structures étatiques stables, divisions irrémédiables entre ethnies pouvant s'opposer violemment, corruption endémique, sous-développement aussi bien économique que politique, l'Afrique ne peut pas se payer le luxe de la démocratie.

Cette affirmation confond une situation à un moment donné et un caractère essentiel ou éternel. S'il est vrai qu'il y a encore des régimes non démocratiques en Afrique, cela ne signifie pas pour autant que l'Afrique soit vouée à être dirigée par des pouvoirs forts ou par des dictateurs. Cette affirmation de nature essentialiste tend à privilégier la stabilité des régimes en place sur une ouverture démocratique censée être dangereuse. S'il est vrai que les transitions démocratiques offrent parfois des périodes de fragilité, le maintien des dictatures n'est jamais pour autant une garantie de stabilité de long terme, un leader autoritaire pouvant être renversé par un autre. L'affirmation a par ailleurs des relents condescendants, pour ne pas dire racistes : ce qui serait bon pour les uns (les peuples développés économiquement et dans les autres domaines) ne serait pas bon pour les Africains, trop peu matures pour goûter aux joies de la démocratie.

La question de la démocratisation de l'Afrique a été posée avec une acuité nouvelle lorsque l'Europe de l'Est a été libérée de la tutelle soviétique et que la démocratie s'est répandue dans une partie du continent où elle était auparavant inespérée. Mais l'Afrique n'a pas la même histoire. Les indépendances sont

récentes (elles datent des années 1960 pour la plupart) et les jeunes États issus de la décolonisation ont rapidement été soumis à la compétition Est/Ouest. Les Occidentaux, qui prônaient la démocratie chez eux, acceptaient fort bien de traiter avec des régimes dictatoriaux en Afrique, du moment qu'ils professaient une opposition à l'Union soviétique. Dans les années 1990, l'Afrique a connu les désordres issus de la dérégulation, de la chute du prix des matières premières et de la rigueur budgétaire imposée par les institutions financières mondiales. Ces circonstances l'ont déstabilisée socialement et politiquement. De nos jours, la lutte pour la possession des nombreuses richesses de l'Afrique (pétrole, métaux rares, pierres précieuses, etc.) génère des conflits à l'intérieur et entre de nombreux États, et ajoute à la complexité de la situation en attirant des pays non africains.

Les pays occidentaux n'ont pas créé leurs démocraties de façon instantanée. D'ores et déjà, en Afrique, des pays comme le Sénégal, le Ghana, le Botswana, le Bénin ou la Namibie respectent les libertés fondamentales et sont des démocraties pleines et entières. Le Nigeria a connu en mars 2015 des élections libres et transparentes qui ont amené Muhammadu Buhari au pouvoir, réélu en 2019. En 2016 en Gambie, le président-dictateur Yahya Jammeh a été obligé de quitter le pouvoir après avoir perdu des élections pourtant truquées sous la pression des voisins africains. L'Afrique du Sud est passée d'un système raciste d'apartheid extrêmement dur à un régime démocratique, modèle de réconciliation politique interethnique, même s'il connaît de graves problèmes de corruption. De 1960 à 1991, à l'exception de l'Île Maurice en 1982, aucun chef d'État ou de gouvernement n'avait vu son mandat prendre fin pacifiquement. Depuis 1991, plus de quarante gouvernements ont perdu le pouvoir à la suite d'élections. Dans de nombreux pays, le régime est hybride, les élections n'étant pas totalement transparentes. On peut considérer qu'il y a une vingtaine de démocraties en Afrique et une dizaine de régimes semi-démocratiques. Partout en Afrique, à des degrés divers, les sociétés civiles se développent, les citoyens ont de plus en plus accès à l'information et se font entendre. L'heure des pouvoirs absolus est révolue.



Le terrorisme



Le terrorisme est une menace existentielle pour les pays occidentaux

Il ne se passe pas un jour sans que la menace terroriste ne soit évoquée. Dans la presse, elle est citée par les dirigeants politiques et les experts comme étant leur préoccupation majeure concernant la sécurité nationale et internationale. Cette menace est présente de façon quotidienne et façonne nos modes de vie.

Contrairement à la guerre classique, il est vrai, le terrorisme peut frapper chacun d'entre nous dans l'exercice de ses activités quotidiennes : transport, travail, courses, loisirs. Il n'y a, *a priori*, pas de lieu qui puisse être à l'abri du terrorisme. Les attentats de janvier 2015 contre *Charlie Hebdo* et un supermarché casher, puis ceux de novembre 2015 à Paris l'ont tragiquement rappelé, tout comme ceux du 14 juillet 2016 à Nice. Si le symbole de la puissance économique américaine qu'était le World Trade Center a pu être détruit, c'est bien qu'aucune protection n'est totalement efficace. Les terroristes ont l'avantage de la mobilité, du choix du lieu, du moment et de la cible, et il suffit qu'un attentat réussisse pour faire oublier les dizaines d'autres qui ont été déjoués. De plus, n'importe qui semble pouvoir réaliser un attentat, car ce type d'entreprise ne nécessite pas de moyens extrêmement onéreux ou sophistiqués (des modes d'emploi de fabrication artisanale de bombes sont même accessibles sur Internet !), d'où le sentiment d'un danger de tous les instants.

Mais au-delà de ce caractère spectaculaire, le coût humain et matériel des

attentats terroristes est généralement bien moindre que celui d'affrontements armés classiques ou de bombardements de populations civiles. Si les attentats contre le World Trade Center et le Pentagone ont tant frappé les esprits, c'est non seulement parce que les attaques ont touché les États-Unis sur leur sol, mais surtout parce qu'ils ont fait un nombre très important de victimes (près de 3 000 morts, et ce à la surprise même des instigateurs) et ont été suivis en direct par des millions de téléspectateurs de par le monde. L'effet d'identification avec les victimes a été total : « Nous sommes tous Américains », titrait le quotidien *Le Monde* au lendemain des attentats. Ainsi, l'effet du terrorisme et sa réussite sont avant tout psychologiques.

Aujourd'hui, les principales victimes du terrorisme sont situées dans le monde musulman et sont concentrées dans cinq pays : Inde, Irak, Somalie, Pakistan et Nigeria.

Dès 1962, Raymond Aron écrivait : « Est dite terroriste une action de violence dont les effets psychologiques sont hors de proportion avec les effets physiques. » La véracité de ses propos est encore plus flagrante aujourd'hui avec le développement des médias.

La menace est réelle. S'il ne faut pas la nier, il est également dangereux de la surestimer. De plus, il est vécu d'autant plus douloureusement par les puissances industrielles que celles-ci se considèrent en paix et en sécurité depuis plusieurs décennies, et que ce type de guerre asymétrique crée une menace venant de plus faibles qu'elles, menace contre laquelle leur arsenal militaire classique n'est pas adapté. Ainsi, réduire à néant les dangers qui pèsent sur la planète, notamment en termes de menace terroriste, semble illusoire. En géopolitique, le risque zéro n'existe pas. La menace terroriste est néanmoins sans commune mesure avec ce qu'était la menace soviétique pour le monde occidental.

Le principal risque est de conférer aux terroristes une importance démesurée entraînant une modification de nos modes de vie et une restriction à outrance des libertés publiques. Il y a également un danger de procéder par amalgame, de rendre les musulmans collectivement responsables des attentats djihadistes et de dresser les populations occidentales contre eux. C'est d'ailleurs ce que recherche Daech [État islamique en Irak et au Levant] : créer un fossé entre les musulmans et les autres.

Les Occidentaux doivent apprendre à vivre avec le risque terroriste, qui est important, comme ils vivent avec d'autres risques – dont certains peuvent d'ailleurs causer davantage de morts –, auxquels ils sont plus habitués. Mettre le terrorisme au centre de l'agenda conduit peut-être à faciliter le recrutement et

leur financement en impressionnant des esprits faibles.

Dans son ultime discours sur l’état de l’Union, en janvier 2016, Barack Obama battait en brèche l’idée d’une troisième guerre mondiale engagée contre l’État islamique : « Des grappes de combattants à l’arrière de pick-up et des esprits malades complotant dans des appartements ou des garages posent certes un énorme danger pour les civils, mais ils ne représentent pas, comme Daech veut le faire croire, une menace existentielle pour notre nation. »

En 2019, le nombre d’attaques (8 473) et de morts (20 309) à l’échelle mondiale ont respectivement diminué de 14 et 13 % par rapport à 2018 et de 50 et 54 % par rapport à 2014. L’Afghanistan, le Yémen, l’Irak, le Nigéria et l’Inde concentrent à eux seuls plus de la moitié des attaques ayant eu lieu en 2019. Les Afghans et les Nigérians représentent par ailleurs plus de la moitié des victimes. L’Europe occidentale a de son côté connu 191 attaques sur son sol, causant 18 morts au total en 2019 toujours, ce qui représente respectivement 2 et 1 % du total mondial (chiffres GTD *Overview Terrorism 2016*).

49



Comprendre le terrorisme, c'est le légitimer

Le terrorisme n'a aucune circonstance atténuante. Il est donc inutile, voire dangereux, de chercher à le comprendre. Comprendre amène à conférer une légitimité aux auteurs d'actes de terrorisme et à amoindrir leur responsabilité par une culture de l'excuse qui a pour but et pour effet de justifier l'injustifiable.

Comprendre un phénomène ne revient pas à l'approuver, et l'expliquer ne consiste pas à le légitimer. On peut au contraire penser que pour lutter efficacement contre le terrorisme, il faut en démonter les mécanismes et les ressorts afin d'assécher le terreau qui le nourrit. Essayer de comprendre, par exemple, les mécanismes du cancer ne revient pas à l'accepter, mais au contraire à déployer les meilleurs moyens pour lutter contre ce fléau. Il faut à la fois être intransigeant avec le terrorisme, mais également avec ses causes. S'attaquer à ses effets sans traiter ses origines ne peut pas permettre un combat efficace.

S'interdire de comprendre le terrorisme pour éviter de l'excuser revient en fait à être entraîné dans l'impasse d'une solution purement militaire et forcément partielle. Si, par nature, certains groupes ethniques ou religieux étaient voués à la violence terroriste et que le recours à ces méthodes n'est pas le fruit de circonstances historiques particulières, alors une réponse strictement militaire pourrait être justifiée et efficace. Mais l'histoire et l'actualité nous montrent que le terrorisme éclot dans des circonstances politiques particulières et que le tout militaire n'a jamais constitué une réponse adéquate contre cette violence spécifique, bien au contraire. Une fois de plus, l'exemple de la guerre d'Irak est

pertinent : l’opération « *Iraqi Freedom* » avait pour objectif officiel de renverser le régime de Saddam Hussein, accusé par l’administration Bush de soutenir le terrorisme international et de mettre en danger la paix. Or, le résultat a été inverse : les attentats se sont multipliés en Irak, ce pays attirant désormais des groupes terroristes internationaux pouvant essaimer ultérieurement de par le monde. La création de Daech est un effet indirect de la guerre d’Irak de 2003. De plus, les services de renseignements américains ont même reconnu en septembre 2006 que le conflit irakien alimentait un profond ressentiment à l’encontre des États-Unis. Les réponses purement sécuritaires à ce type de défis conduisent de fait à plus d’insécurité.

Ainsi, ceux qui recommandent de ne pas réfléchir aux causes du terrorisme conduisent inévitablement à l’impasse d’une lutte sans fin : s’attaquer uniquement militairement aux terroristes, c’est alimenter le terreau dont ils se nourrissent et s’aliéner une partie de la population prise entre deux feux. Enfin, on peut s’interroger sur les motivations de ceux qui recommandent de ne pas réfléchir aux causes d’une menace qu’ils jugent eux-mêmes capitale…



L’islam est la source du terrorisme

Le monde occidental est frappé par des attentats terroristes exécutés par des musulmans. C’est au nom de l’islam que Daech et Al-Qaïda organisent des attentats. Le fanatisme religieux musulman explique le terrorisme. L’islam est plus porteur de dérive terroriste de par sa nature même.

En remontant au Moyen Âge, on trouve au Proche-Orient la célèbre secte des Assassins. D’obédience ismaélienne (une secte musulmane chiite), ses membres perpétraient des assassinats à la fois contre des dirigeants sunnites (également musulmans) qu’ils considéraient comme ayant usurpé le pouvoir, et contre les Croisés (chrétiens) qui occupaient une partie de la région. Il s’agissait essentiellement d’assassinats politiques dans le cadre d’une lutte pour le pouvoir et le territoire. Au XIXe siècle, en Europe, des attentats ont été commis par des nihilistes ou des anarchistes contre les représentants du pouvoir : assassinats du tsar Alexandre II en 1881, du président de la République française Sadi Carnot en 1894, de l’impératrice « Sissi » d’Autriche-Hongrie en 1898, etc. C’est un ultra-nationaliste Serbe, Gavrilo Princip, qui a assassiné l’archiduc François-Ferdinand en 1914. Au XXe siècle au Proche-Orient, les premiers à utiliser des attentats pour faire valoir leur cause ont été les militants sionistes en lutte contre les Britanniques qui occupaient la Palestine en vertu d’un mandat confié par la Société des Nations (SDN). Du Pays basque à l’Irlande, des ultranationalistes américains (attentat à Oklahoma City contre un bâtiment fédéral en 1995) aux Tigres tamouls du Sri Lanka, sans parler du terrorisme d’extrême gauche qui a frappé l’Europe dans les années 1970-1980 (bande à Baader en RFA, Action Directe en France, Brigades rouges en Italie, etc.), on s’aperçoit que, si le terrorisme a une actualité musulmane, il ne se résume pas à elle. Les extrémistes

de droite, à l’image d’Anders Breivik, auteur du massacre de 2011 en Norvège, commettent également des attentats. Les suprématistes blancs aux États-Unis ont également récemment commis des attentats. À Christchurch (Nouvelle-Zélande) le 15 mars 2019, un suprématiste blanc commettait un attentat contre deux mosquées, faisant 51 morts.

Il est cependant vrai que dans la période récente, la majorité des attentats ont été commis au nom de l’islam. Mais ce sont des musulmans qui en sont les principales victimes.

Comment expliquer qu’une religion soit prédestinée au terrorisme et pas les autres ? Et comment expliquer que si une religion est vouée au terrorisme, tous ses fidèles n’y participent pas ? Le terrorisme n’est pas génétique ou civilisationnel : il est stratégique.

La grande majorité des musulmans condamnent le terrorisme. Comment expliquer alors que le texte du Coran n’a pas été modifié et que la religion musulmane n’a pas fondamentalement évolué, que des musulmans utilisent actuellement l’arme du terrorisme, alors qu’ils ne le faisaient pas au XIXe siècle ? Ce n’est pas la religion qui est en cause, mais bien la modification des circonstances politiques et l’environnement stratégique. Le terrorisme djihadiste existait avant la guerre d’Irak mais celle-ci l’a stimulé.

L’amalgame musulman/terroriste, loin de combattre le terrorisme, conduit à son aggravation. C’est d’ailleurs ce que recherchent Daech et Al-Qaïda. De même, il ne faut pas confondre islamiste et terroriste – que l’on soit ou non d’accord avec eux –, car la majorité des islamistes privilégient le combat politique, voire participent à certains gouvernements (Turquie, Tunisie, Maroc). En août 2016, le pape François déclarait « qu’il n’était pas juste d’identifier l’islam avec la violence ».

Notes

1. Après le Brexit, elle sera le seul pays de l'UE membre permanent du Conseil de sécurité et doté de l'arme nucléaire.

50 IDÉES REÇUES SUR…